

# SAHEL

Analyse préliminaire de la situation  
humanitaire dans la zone frontalière  
entre le Niger, le Mali et le Burkina  
Faso

*Revue de données secondaires*

Octobre 2019

Photo de couverture : ©) Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) – Déplacée interne à Mopti – Mars 2015

## A propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement.

Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).

## RESUME

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la criminalité et de la montée des tensions entre les communautés<sup>1</sup>. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée depuis 2018 au Niger et à partir du premier semestre 2019 au Burkina Faso avec la recrudescence des violences des groupes armés<sup>2</sup>. Cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de plus de 470000 personnes déplacées internes (PDI) et d'environ 73000 réfugiés<sup>3</sup>. De plus, les populations subissent des difficultés socio-économique liées à l'état d'urgence déclaré dans certains départements<sup>4</sup> qui interdit des activités essentielles à l'économie locale et impose des restrictions de mouvements dans de nombreuses zones<sup>5</sup>. La situation sécuritaire, les déplacements, les mesures de l'état d'urgence et les facteurs de vulnérabilité préexistants dans cette zone frontalière ont entraîné une crise humanitaire avec des besoins dans plusieurs secteurs d'intervention tels que la protection, les abris, l'éducation, la sécurité alimentaire, la nutrition, l'eau l'hygiène et l'assainissement (EHA) et la santé.

Cependant, la fourniture de l'assistance humanitaire est soumise à de multiple aléas et l'accessibilité aux populations affectées reste difficile dans certaines localités<sup>6</sup>. L'accès humanitaire limité est l'un des facteurs à l'origine des lacunes d'information importantes sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins<sup>7</sup> ; par conséquent, ce déficit d'information sur la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso explique la pertinence de mener un suivi de la situation pour aider les acteurs humanitaires à s'informer et à préparer leurs programmes d'intervention. La présente évaluation réalisée par REACH entre août et octobre 2019 a pour objectif de fournir un aperçu préliminaire de la situation et des besoins dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso<sup>8</sup>. De manière plus spécifique, cette évaluation s'est attachée à analyser les tendances de déplacement des populations, les besoins humanitaires, la présence opérationnelle des acteurs humanitaires, les contraintes d'accès humanitaire ainsi que la situation en termes d'information sur la situation humanitaire.

L'évaluation s'est basée sur une revue des données secondaires ainsi que sur des entretiens avec des informateurs clés (IC) ayant les profils suivants : coordonnateurs/co-facilitateurs de clusters sectoriels ; personnel d'agences gouvernementales, d'organisations des Nations Unies (ONU) et/ou d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales.

Les entretiens ont été réalisés selon la répartition suivante :

- Des coordonnateurs ou facilitateurs de 6 clusters sectoriels ont été rencontrés au Niger<sup>9</sup>, 3 au Mali<sup>10</sup> et 7 au Burkina Faso<sup>11</sup>. Ces clusters sont actifs parmi les secteurs suivants : la sécurité alimentaire, la protection, les abris et biens non alimentaires (BNA), l'EHA, la santé, la nutrition et l'éducation. Les coordonnateurs ou facilitateurs de clusters se sont exprimés sur ces aspects de l'évaluation : les besoins propres à leur secteur d'intervention ainsi que les lacunes d'information sectorielles qui affectent la fourniture d'une réponse humanitaire adaptée aux besoins.

<sup>1</sup> Crisis Group. Frontière Niger Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique. Juin 2019

<sup>2</sup> Assessment Capacities Project (ACAPS). Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso. Mars 2019

<sup>3</sup> Cluster protection. Données statistiques sur les déplacés internes. Juillet 2019

<sup>4</sup> Agence Nigérienne de presse. Niger : nouvelle prorogation de l'état d'urgence dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri. 21 juin 2019. Le monde Afrique. Au Burkina Faso, l'état d'urgence prolongé de 6 mois. 12 juillet 2019. VOA Afrique. L'état d'urgence à nouveau prolongé d'un an au Mali. 28 octobre 2018

<sup>5</sup> Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA). Plan de réponse humanitaire. Niger. Décembre 2019. OCHA. Plan de réponse humanitaire. Mali. Décembre 2018. OCHA. Plan de réponse humanitaire – révisé. Burkina Faso. Juillet 2019

<sup>6</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire. Niger Décembre 2019

<sup>7</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire. Niger Décembre 2019

<sup>8</sup> La zone frontalière est délimitée comme suit dans cette étude : Niger (régions de Tillabéri et Tahoua) ; Mali (régions de Mopti, Gao, Ménaka et Tombouctou) ; Burkina Faso (régions Est, Nord, Centre-Nord et Sahel)

<sup>9</sup> Les clusters suivants ont été rencontrés au Niger : sécurité alimentaire, protection, abris et BNA, EHA, santé et éducation

<sup>10</sup> Les clusters suivants ont été rencontrés au Mali : sécurité alimentaire, protection, EHA

<sup>11</sup> Les clusters suivants ont été rencontrés au Burkina Faso : sécurité alimentaire, nutrition, protection, abris et BNA, EHA, santé et éducation

- En parallèle aux rencontres avec les clusters, 18 entretiens ont été réalisés avec des individus travaillant pour des agences de l'ONU, des agences de l'Etat et/ou des ONG dont 7 au Niger, 5 au Mali et 6 au Burkina Faso. Ces IC ont apporté des informations complémentaires aux données secondaires, plus particulièrement sur les limites de l'accès humanitaire ainsi que les opportunités et lacunes d'information sur la situation humanitaire. Quelques-uns de ces IC qui assurent une fonction de coordination humanitaire (le bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le mécanisme de réponse rapide (RRM)) se sont également exprimés sur les besoins humanitaires en plus des autres thématiques.

Les résultats suivants ont été trouvés au cours de cette évaluation :

## 1. Dynamiques de déplacement

Dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, plus de 470000 déplacés ont été répertoriés selon les chiffres de juillet 2019<sup>12</sup> et les régions qui accueillent le plus de PDI sont la région du Sahel au Burkina Faso (127477), la région de Mopti au Mali (57994) et la région de Tillabéri au Niger (55000)<sup>13</sup>. Les réfugiés sont estimés à environ 73000 dans cette zone<sup>14</sup> ; le Niger et le Burkina Faso en accueillent l'essentiel, dont la plupart proviennent du Mali<sup>15</sup>. Le volume des déplacements a progressé d'une façon exponentielle au cours de ces dernières années dans la zone frontalière. Le Burkina Faso en particulier a connu une forte progression du nombre de PDI au premier semestre 2019 allant de 87000 PDI en janvier à plus de 230000 en juillet 2019, soit une augmentation de plus de 150%<sup>16</sup>.

Les tendances sur les déplacements primaires montrent que les PDI quittent généralement les villages les plus proches des frontières pour se déplacer vers des centres/localités urbain(e)s perçu(es) comme plus sûr(e)s ; les villages désertés par les populations ont généralement connu des incidents sécuritaires ou sont limitrophes d'autres villages ayant connu des incidents<sup>17</sup>. Il n'existe à ce stade que peu d'informations sur l'occurrence de mouvements secondaires/multiples dans la zone frontalière ; pour autant, quelques évaluations suggèrent que le poids des déplacements secondaires est considérable<sup>18</sup>. En effet, au Niger, environ la moitié des PDI dans la région de Tillabéri (48%)<sup>19</sup> se serait déplacée plus d'une fois, tandis qu'au Mali, une proportion assez similaire (51%) aurait effectué des mouvements secondaires/multiples<sup>20</sup>. Les sources consultées ne donnent pas d'estimation du volume des mouvements secondaires au Burkina Faso ; néanmoins, quelques rapports révèlent que les régions Sahel et Centre-Nord sont davantage concernées par les déplacements secondaires/multiples<sup>21</sup>.

Les principaux facteurs de ces déplacements sont les considérations sécuritaires, plus précisément la présence de groupes armés non étatiques, la criminalité, les violences contre les civils et les enlèvements<sup>22</sup>. En plus des considérations sécuritaires, les mouvements secondaires/multiples, notamment, semblent également motivés par l'insuffisance ou l'arrêt de l'aide humanitaire, les difficultés d'accès aux services de base et les tensions intercommunautaires<sup>23</sup>.

<sup>12</sup> Cluster protection. Données statistiques sur les déplacés internes. Juillet 2019

<sup>13</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Mali situation Refugees, Internally Displaced Persons and Returnees. 31 Juillet 2019. OCHA. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso. Août 2019. Cluster protection. Statistiques des personnes déplacées internes au Niger. Août 2019

<sup>14</sup> HCR. Données sur les réfugiés au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Juillet 2019

<sup>15</sup> HCR. Données sur les réfugiés au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Juillet 2019

<sup>16</sup> OCHA. Plan de Réponse Humanitaire au Burkina Faso. Juillet 2019

<sup>17</sup> Danish Refugee Council (DRC). Evaluation multisectorielle (MSA). Tillabéri/Ayorou. Juillet 2019. Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED). MSA. Ouallam. Avril 2019. ACTED. MSA. Banibangou. Juillet 2019. Action Contre la Faim (ACF). MSA. Tassara. Mai 2019. HCR. Evaluation Rapide de Protection (ERP). Koro Ville. Avril 2019. HCR.ERP. Cercle de Gourma-Rharous. Mars 2019

<sup>18</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali et Burkina Faso. Mai 2019

<sup>19</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali et Burkina Faso. Mai 2019. Organisation Internationale pour la migration (OIM). HCR. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Mali. 2019

<sup>20</sup> OIM. HCR. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Mali. 2019

<sup>21</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso. Août 2019

<sup>22</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali et Burkina Faso. Mai 2019

<sup>23</sup> OIM. HCR. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Mali. 2019

## 2. Enjeux et besoins humanitaires sectoriels

Les déplacements exacerbent les besoins humanitaires des populations hôtes et déplacées dans plusieurs secteurs : la protection, la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'EHA, les abris et l'éducation. Les données secondaires consultées et les entretiens réalisés montrent qu'il existe des écarts significatifs en termes de besoins en fonction des pays et régions frontalières et en fonction des secteurs d'intervention humanitaire. Ainsi, les régions de Tillabéri et de Tahoua au Niger semblent davantage affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition car elles concentrent 41% des personnes en phase 3 à 4 d'insécurité alimentaire<sup>24</sup> sur toute l'étendue de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso et la région de Tahoua en particulier affiche le taux le plus élevé de malnutrition aigüe (MAG) estimé à 16,4%<sup>25</sup>. En revanche, le Mali semble davantage affecté par la situation sécuritaire et ses conséquences en termes de protection du fait de la fréquence plus élevée des incidents sécuritaires et des conflits intercommunautaires<sup>26</sup>.

- **Protection** : les populations hôtes et déplacées font face à de nombreuses problématiques de protection. Ces dernières sont confrontées à des attaques armées, des enlèvements, des vols et pillages et à des agressions physiques en raison de la présence de groupes armés<sup>27</sup>. Les conflits intercommunautaires affectent également beaucoup les populations, surtout au Mali, et entraîne des vagues de déplacement<sup>28</sup>. Des sous-groupes vulnérables à besoins spécifiques tels que les femmes et les enfants font face à de nombreuses exactions : l'une des problématiques majeures de protection de l'enfance est l'enrôlement au sein des groupes armés qui affecte davantage le Mali<sup>29</sup>. En termes de Violences Basées sur le Genre (VBG), les risques d'agressions physiques/sexuelles et les mariages précoces/forcés persistent dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso selon de nombreux rapports de monitoring de protection<sup>30</sup>. De plus, les femmes et les enfants sont particulièrement confrontés à des risques de protection sur les chemins d'accès aux services de base tels que l'eau<sup>31</sup>.
- **Eau, hygiène et assainissement** : des difficultés d'accès à l'eau existaient avant les vagues de déplacement ayant résulté de la détérioration de la situation sécuritaire dans la zone frontalière : les régions de Tillabéri, Tahoua, Mopti, Centre-Nord et Sahel affichent depuis de nombreuses années un niveau de risque élevé de sécheresse, participant à une diminution de la quantité d'eau disponible<sup>32</sup>. Les déplacements ont exacerbé les difficultés d'accès à l'eau du fait de la pression croissante sur les ressources déjà limitées<sup>33</sup>. En ce qui concerne l'assainissement, des entretiens avec des coordonnateurs de clusters et personnel d'ONG ont révélé que la pratique de la défécation à l'air libre est courante dans cette zone frontalière et l'arrivée des déplacés aurait entraîné une augmentation de cette pratique dangereuse pour la santé (contamination des sols et des sources d'eau ; propagation de maladies) dans les localités qui accueillent davantage de déplacés. Face à ces enjeux, les IC coordonnateurs/facilitateurs des clusters EHA rencontrés estiment que les besoins les plus importants sont l'accès à l'eau potable et aux latrines, de même que des sensibilisations à l'hygiène.

<sup>24</sup> Définition de la phase 3 dans le cadre harmonisé : même avec l'aide humanitaire, au moins 1 ménage sur 5 se trouve avec des déficits alimentaires considérables, une malnutrition aigüe globale (MAG) élevée et l'épuisement des avoirs de moyens d'existence. Définition de la phase 4 : même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aigüe très élevée ou une mortalité excessive ou une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.

<sup>25</sup> Institut national de statistiques. Enquête nationale nutritionnelle SMART. Niger. Mai 2019

<sup>26</sup> HCR. Association malienne pour la survie du Sahel. Monitoring de protection n 6. Mali. Juin 2019

<sup>27</sup> Cluster protection. Localisation des incidents sécuritaires au niveau des frontières entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Mai 2019

<sup>28</sup> Cluster protection. ANTD. Rapport d'analyse du monitoring de protection de janvier à mai 2019 sur la frontière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Mai 2019

<sup>29</sup> HCR. Association malienne pour la survie du Sahel. Monitoring de protection n 6. Mali. Juin 2019

<sup>30</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire. Mali. Décembre 2018

<sup>31</sup> Rapport d'analyse du monitoring de protection de janvier à mai 2019 sur la frontière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Mai 2019

<sup>32</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019

<sup>33</sup> Rapport d'analyse du monitoring de protection de janvier à mai 2019 sur la frontière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Mai 2019

- **Sécurité alimentaire** : La dégradation de l'environnement sécuritaire génère également des besoins très importants en termes de sécurité alimentaire comme illustré par les résultats du cadre harmonisé<sup>34</sup>. La zone frontalière concentre 63% des personnes en insécurité alimentaire (935687) sur la totalité de la population en phase 3 à 4 d'insécurité alimentaire au Niger, au Mali et au Burkina Faso<sup>35</sup>. Le Niger semble davantage affecté par l'insécurité alimentaire car les régions de Tillabéri et Tahoua (Niger) concentrent 41% des personnes en phase 3 à 4 d'insécurité alimentaire contre respectivement 29% et 30% pour les régions frontalières au Mali et au Burkina Faso. Cette zone est régulièrement sujette à des aléas climatiques comme des sécheresses et des inondations<sup>36</sup>, qui impactent la production agricole. De plus, les besoins alimentaires ont été exacerbés par la crise, en raison de la perte/diminution des moyens d'existence, ainsi que des problèmes de disponibilité des produits dans les marchés, notamment liés aux limitations de circulation imposées par l'état d'urgence<sup>37</sup>. Les IC coordonnateurs des clusters sécurité alimentaire rencontrés dans les trois pays estiment que les besoins les plus importants en termes de sécurité alimentaire sont notamment la distribution de vivres et/ou d'aides monétaires pour se procurer des vivres.
- **Nutrition** : à l'instar de la sécurité alimentaire, la situation nutritionnelle est également très affectée. Ainsi, la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso concentre 400000 enfants de 0 à 59 mois en situation de malnutrition sévère (MAS) en 2019<sup>38</sup>. Les régions frontalières au Mali et au Niger ont des prévalences de malnutrition aiguë globale (MAG) supérieures à 10%<sup>39</sup>; les quatre régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire au Burkina Faso (Nord, Sahel, Centre-Nord, Est) concentrent 42% des 133066 cas de malnutrition sévère estimés dans le pays pour l'année 2019<sup>40</sup>. Face à ces enjeux, des entretiens réalisés avec des IC coordonnateurs de clusters montrent que les besoins les plus importants pour le secteur de la nutrition sont entre autres la prise en charge de la malnutrition (dépistage, supervision et référencement), les actions de prévention et la promotion de l'alimentation du jeune enfant et de la mère.
- **Santé** : la prise en charge des maladies et des cas de malnutrition est compliquée par le dysfonctionnement de plusieurs structures sanitaires. En effet, 114 centres de santé ont été répertoriés comme dysfonctionnels dans la zone frontalière, avec 58% de ces centres au Mali, 33% au Burkina Faso et 9% au Niger<sup>41</sup>. Les causes de dysfonctionnement de ces centres de santé sont, entre autres, le retrait du personnel médical, ainsi que les limitations de circulation des personnes et des véhicules du fait de l'état d'urgence<sup>42</sup>. En plus des difficultés d'accès physique en raison du manque de structures fonctionnelles, les populations font face à d'autres difficultés pour l'accès aux soins liées à la baisse de revenus et au déplacement des personnels dans des localités éloignées des centres de santé. Compte-tenu de cette situation, les IC coordonnateurs des clusters santé interrogés estiment que les besoins structurels en santé sont la gestion des risques épidémiques, la fourniture de médicaments, la mobilisation de personnel dans les centres de santé et le renforcement de l'offre de soins aux PDI et aux familles hôtes.

<sup>34</sup> Cadre Harmonisé (CH) d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest. Mars 2019

<sup>35</sup> Compilation des données du cadre harmonisé au Niger, Mali et Burkina Faso

<sup>36</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019. Save the Children International. Rapport d'évaluation multisectorielle des conditions de vie des enfants des populations affectées par les conflits de Foubé (Centre Nord) au Burkina Faso. Mai 2019

<sup>37</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires. Niger. Décembre 2018

<sup>38</sup> OCHA. Aperçu humanitaire snapshot. Niger, Mali, Burkina Faso. Juin 2019

<sup>39</sup> Résultats enquêtes nationales nutritionnelles SMART Niger. Mali. Données 2018

<sup>40</sup> OCHA. Rapport de situation Burkina Faso. 11 Septembre 2019

<sup>41</sup> OCHA. Aperçu humanitaire Niger. Mali. Burkina Faso. Août 2019

<sup>42</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019

- **Education :** à l'image de la santé, le secteur de l'éducation est également très affecté par la situation sécuritaire délétère avec 3033 écoles qui ont été répertoriées comme dysfonctionnelles (fermées ou qui fonctionnent au ralenti avec une réduction croissante du nombre d'élèves et du personnel enseignant)<sup>43</sup>. Le Burkina Faso en particulier comptabilise un nombre très élevé d'écoles dysfonctionnelles avec une hausse remarquable entre mai et juillet 2019 (de 908 à 2024 écoles)<sup>44</sup> dans les régions en crise (Sahel, Nord, Centre-Nord, Est, Centre-Est et Boucle du Mouhoun). Les principales causes de dysfonctionnement des écoles sont les menaces sur le personnel enseignant, les incidents sécuritaires (attaques des écoles par les groupes armés) et l'arrêt de la fréquentation des écoles par les élèves et les enseignants du fait de la situation sécuritaire<sup>45</sup>. D'autres problématiques relatives à l'éducation ont été identifiées : le manque de moyens financiers des ménages à cause de la perte/réduction des moyens d'existence du fait de la crise sécuritaire et économique, le manque de fournitures scolaires, l'éloignement des écoles et les barrières culturelles<sup>46</sup>. En considérant ces préoccupations, les IC coordonnateurs des clusters éducation au Niger et au Burkina Faso estiment que les besoins les plus importants sont la mobilisation des enseignants et leur formation à la consolidation de la paix, les fournitures et matériels pédagogiques, la sensibilisation face aux barrières culturelles qui freinent l'accès à l'école ainsi que la mise en place d'activités éducatives et récréatives dans les zones dans lesquelles le déplacement à l'école représente un danger pour les enfants.
- **Abris :** au Burkina Faso en particulier, une préoccupation majeure est transversale à la fois au secteur de l'éducation et au secteur des abris : l'utilisation des écoles comme abris provisoires par les populations déplacées. Cette problématique spécifique n'a pas été relevée au Mali et au Niger ; pour autant, diverses évaluations multisectorielles montrent que la situation en termes d'abris est très préoccupante sur toute l'étendue de la zone frontalière car la plupart des déplacés vivent soit dans des familles d'accueil (populations hôtes) ou dans des abris en mauvais état<sup>47</sup>. Selon des entretiens effectués avec les IC coordonnateurs de clusters abris, ces enjeux suggèrent que les besoins les plus importants en termes d'abris sont l'estimation des besoins en abris, les kits d'abris ainsi que la réhabilitation des abris endommagés (signalée au Niger en particulier).

### 3. Présence des acteurs humanitaires

Au niveau de la zone frontalière, la présence opérationnelle des acteurs humanitaires est plus marquée au Mali qu'au Niger et au Burkina Faso<sup>48</sup>. Cette présence plus accrue au Mali ne signifie pas pour autant qu'il y a moins de lacunes d'intervention humanitaire au Mali qu'au Niger et au Burkina Faso mais pourrait s'expliquer par l'étendue des zones en crise, par l'ancienneté de la crise et par la sévérité des besoins. Les secteurs d'intervention humanitaire ayant le plus d'acteurs opérationnels dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso sont respectivement la sécurité alimentaire/nutrition, la santé, l'EHA et la protection<sup>49</sup>. En revanche, il y a moins d'acteurs présents pour les abris et l'éducation alors que les données secondaires et les entretiens réalisés suggèrent des besoins très importants dans ces deux secteurs particulièrement affectés par la crise humanitaire. Compte-tenu de la dégradation rapide de la situation sécuritaire et de la progression des déplacements à un rythme

<sup>43</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire. Burkina Faso. Mali. Niger. Août 2019

<sup>44</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire. Burkina Faso. Mali. Niger. Août 2019

<sup>45</sup> OCHA. Burkina Faso : rapport de situation. Septembre 2019. RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019

<sup>46</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019

<sup>47</sup> DRC. MSA. Tillabéri/Ayorou. Juillet 2019. ACTED. MSA. Ouallam. Avril 2019. ACTED. MSA. Banibangou. Juillet 2019. ACF. MSA. Tassara. Mai 2019. HCR. ERP. Koro Ville. Avril 2019. HCR.ERP. Cercle de Gourma-Rharous. Mars 2019. OIM.HCR. Rapport matrice de suivi des déplacements. Mali. Juin 2019

<sup>48</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires. Mali. Novembre 2018

<sup>49</sup> OCHA. Liptako-Gourma. 3W des activités humanitaires. Février 2019 ; OCHA. Mali. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Mai 2019 ; OCHA. Niger. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Mai 2019

exponentiel au Burkina Faso, certains IC estiment qu'il est fort probable que les acteurs humanitaires renforcent de plus en plus leur présence au Burkina Faso dans les prochains mois et les prochaines années.

#### 4. Limites de l'accès humanitaire

Les informations issues des données secondaires et des entretiens avec les IC permettent d'établir un aperçu non exhaustif des contraintes d'accès humanitaire dans certaines localités situées dans les régions frontalières en crise entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso pour les raisons suivantes : la présence de groupes armés, la criminalité, les postes de contrôle, les limitations de circulation liées à l'état d'urgence, les opérations militaires ainsi que le manque d'infrastructures routières qui freinent les déplacements dans certaines localités<sup>50</sup>.

Au Niger, la limite de l'accès humanitaire se situe à environ 25 km des frontières avec le Mali et le Burkina Faso tout au long des régions de Tillabéri et Tahoua<sup>51</sup> en raison de la présence de groupes armés ainsi que du mauvais état des infrastructures routières. Au Mali, dans la région de Mopti, les violences intercommunautaires et la présence d'acteurs armés dans les cercles de Tenenkou, Youwarou, Douentza, Koro, Bankass et au sud de Bandiagara limitent l'accès des organisations humanitaires<sup>52</sup>. Dans les régions de Gao et de Ménaka, les zones les plus difficiles à atteindre sont les zones d'opérations militaires et d'affrontements armés<sup>53</sup> situées à proximité de la frontière avec le Niger tandis qu'à Tombouctou, les opérations militaires et la criminalité freinent l'accès humanitaire dans le cercle de Gourma-Rharous. Au Burkina Faso, les IC ont rapporté que la région Sahel en général est difficile d'accès en raison de la situation sécuritaire, de même que les localités des régions Nord et Est situées à proximité des frontières avec le Mali et le Niger.

#### 5. Situation en termes d'information sur la situation humanitaire

Les informations sur les déplacements et les besoins humanitaires dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso sont fournies par des systèmes de collecte de données sur lesquels les acteurs humanitaires s'appuient pour préparer leurs programmes d'intervention.

Ces systèmes de collecte de données, dont la plupart sont communs aux trois pays, sont notamment :

- Les évaluations multisectorielles (MSA) et les évaluations rapides de protection (ERP) réalisées dans le cadre du RRM
- Les monitorings de protection réalisés souvent par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) en partenariat avec des ONG spécialisées en protection, telles que le Danish Refugee Council (DRC)
- Les données du HCR sur la présence des réfugiés (portail de données du HCR)
- La Matrice de Suivi des déplacements (DTM) assurée par l'Organisation des Nations Unies pour la Migration (OIM) en partenariat avec d'autres organisations
- Au Burkina Faso, le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) assure une collecte d'information sur les déplacements et les besoins humanitaires
- Le mobile Vulnerability Analysis and Mapping (MVAM) assuré par le Programme Alimentaire Mondial (PAM)
- Les bulletins d'information sur la situation humanitaire produits par OCHA (aperçu de situation humanitaire, profil par région/département etc.)

<sup>50</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire. Niger. Décembre 2019. OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

<sup>51</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire. Niger. Décembre 2019

<sup>52</sup> OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

<sup>53</sup> OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

Cependant, ces systèmes de collecte de données ne couvrent pas toute l'étendue de la zone frontalière et toute l'étendue des besoins humanitaires. Sur le plan géographique, les zones sur lesquelles les informations sont le moins disponibles sont celles où l'accès humanitaire est difficile ; sur le plan sectoriel, les entretiens réalisés avec les IC ont permis d'identifier de nombreuses lacunes en termes d'information qui freinent la fourniture d'une réponse adaptée aux besoins et à l'évolution du contexte. Ces lacunes d'information ont notamment trait à certains aspects sur les déplacements : les localités d'origine des déplacés, leur profil socioéconomique, l'occurrence des mouvements secondaires, la durée des déplacements sur les sites d'accueil, les mouvements transfrontaliers saisonniers ainsi que les intentions de retour. Hormis les déplacements, d'autres lacunes d'information sur les besoins ont été communiquées par les IC, dont la fréquentation et l'accès aux services de base, l'environnement protecteur des écoles, les besoins en termes de sécurité alimentaire, l'accès aux marchés et la disponibilité des produits dans les marchés, les pratiques d'hygiène chez les populations ainsi que la situation en termes d'abris et plus particulièrement les besoins en abris.

## TABLE DES MATIERES

<b>RESUME.....</b>	<b>2</b>
Liste des acronymes .....	11
Classifications géographiques .....	11
Listes des figures, tableaux et cartes.....	12
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>13</b>
<b>METHODOLOGIE.....</b>	<b>14</b>
Couverture géographique .....	14
Revue des données secondaires.....	15
Entretiens avec des informateurs clés (IC) .....	15
Entretiens avec les clusters.....	15
Entretiens avec les IC .....	16
Difficultés/ limites de l'évaluation .....	16
<b>RESULTATS .....</b>	<b>17</b>
Dynamiques de déplacement .....	17
Situation en termes de déplacement.....	17
Axes de déplacements .....	19
Occurrence de mouvements secondaires/multiples .....	19
Facteurs incitatifs et dissuasifs qui influencent les intentions de déplacements .....	20
Facteurs qui influencent les intentions de retour .....	20
Besoins humanitaires multisectoriels .....	22
Protection .....	22
Sécurité alimentaire.....	23
Nutrition .....	25
Eau, hygiène et assainissement (EHA).....	26
Abris .....	28
Education .....	28

Santé.....	30
Présence des acteurs humanitaires.....	33
Limites de l'accès humanitaire.....	34
Situation en termes d'information sur la situation humanitaire.....	36
Systèmes de collecte d'information existants.....	37
Lacunes d'information.....	37
Perspectives en termes de collecte d'information.....	38
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>40</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>41</b>
Données secondaires.....	41
Termes de référence.....	43

## Liste des acronymes

<b>BNA</b>	Biens Non Alimentaires
<b>ACAPS</b>	Assessment Capacities Project
<b>ACF</b>	Action Contre la Faim
<b>ACTED</b>	Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement
<b>CONASUR</b>	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
<b>CRS</b>	Catholic Relief Services (CRS),
<b>DRC</b>	Danish Refugee Council
<b>DTM</b>	Displacement Tracking Matrix
<b>EHA</b>	Eau, Hygiène et Assainissement
<b>ERP</b>	Evaluation Rapide de Protection
<b>GARSI SAHEL</b>	Groupe d'Action Rapides – Surveillance et intervention au Sahel (GARSI sahel)
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
<b>HNO</b>	Aperçu des besoins humanitaires
<b>HRP</b>	Plan de réponse humanitaire
<b>IRC</b>	International Rescue Committee
<b>RCAP</b>	Resilience Common Analysis and Prioritization (R-CAP)
<b>MAG</b>	Malnutrition aiguë globale
<b>MAS</b>	Malnutrition aiguë sévère
<b>MSA</b>	Evaluation multisectorielle
<b>MVAM</b>	Mobile Vulnerability Analysis and Mapping
<b>NRC</b>	Norwegian Refugee Council (NRC)
<b>OCHA</b>	Bureau de coordination des affaires humanitaire
<b>OFDA</b>	U.S. Office of Foreign Disaster Assistance
<b>OIM</b>	Organisation Internationale pour la Migration
<b>ONG</b>	Organisation Non gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>RRM</b>	Mécanisme de Réponse Rapide (RRM)
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>VBG</b>	Violences basées sur le genre

## Classifications géographiques

<b>Région</b>	Il s'agit de la division administrative la plus élevée au niveau national. Les régions situées sur la zone frontalière selon la délimitation géographique de cette étude sont les suivantes : Niger (Tillabéri et Tahoua) ; Mali (Ménaka, Gao, Mopti et Tombouctou) ; Burkina Faso (Sahel, Nord, Centre Nord et Est).
<b>Département/province/cercle</b>	Il s'agit de la deuxième division administrative. La nomenclature de la division administrative diffère en fonction des 3 pays : la nomenclature utilisée est « département » au Niger ; « province » au Burkina Faso et « cercle » au Mali.
<b>Commune</b>	La commune constitue la troisième division administrative.
<b>Localité/village</b>	Les communes se composent de plusieurs localités ou villages/villes. C'est la division administrative la plus basse.

## Listes des figures, tableaux et cartes

Figure 1 : évolution du nombre de PDI dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso de janvier à juillet 2019 .....	17
Figure 2 : Prévalence (%) de la malnutrition aigüe globale et sévère chez les enfants de 0 à 59 mois au Niger et au Mali en 2018 .....	26
Figure 3 : évolution du nombre d'écoles dysfonctionnelles dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso de mai à août 2019.....	29
Figure 4 : présence opérationnelle des acteurs humanitaires dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso en février 2019 .....	33
Tableau 1 : régions et départements couverts par l'étude.....	14
Tableau 2 : récapitulatif des dynamiques de déplacements.....	21
Tableau 3 : synthèse des besoins humanitaires multisectoriels dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.....	31
Tableau 4 : récapitulatif de la présence des acteurs humanitaires dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.....	34
Tableau 5 : récapitulatif des limites de l'accès humanitaire.....	36
Tableau 6 : situation en termes d'information sur la situation humanitaire .....	38
Carte 1 : couverture géographique.....	14
Carte 2 : proportion de PDI et de réfugiés dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso en juillet 2019 .....	18
Carte 3 : situation en termes d'insécurité alimentaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso selon les résultats du cadre harmonisé de mars 2019 .....	25
Carte 4 : accès humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.....	36

## INTRODUCTION

La zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso connaît depuis quelques années des épisodes de violence liés à la présence de groupes armés, la criminalité et les conflits intercommunautaires<sup>54</sup>. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée depuis 2018 au Niger et à partir du premier semestre 2019 au Burkina Faso avec la recrudescence des violences des groupes armés<sup>55</sup>. Cette situation sécuritaire délétère a causé le déplacement de plus de 470000 déplacés internes (PDI)<sup>56</sup> et environ 73000 réfugiés<sup>57</sup>. Les déplacements exacerbent les vulnérabilités préexistantes dans cette zone frappée par la pauvreté et les conditions climatiques et environnementales difficiles (sécheresse, inondations)<sup>58</sup>. De plus, les populations subissent les répercussions d'une crise socio-économique déclenchée par l'état d'urgence déclaré dans la zone frontalière par les Etats du Niger, du Mali et du Burkina Faso<sup>59</sup> ; cet état d'urgence interdit des activités essentielles à l'économie locale et impose des restrictions de mouvements dans de nombreuses zones<sup>60</sup>. Dans une telle situation, les populations sont de plus en plus vulnérables, nécessitant une assistance dans différents secteurs d'intervention humanitaire, tels que la sécurité alimentaire, la nutrition, les abris, l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), l'éducation, la protection et la santé.

Cependant, les acteurs humanitaires font face à de nombreux aléas pour fournir une réponse adaptée aux besoins des populations du fait des difficultés d'accès humanitaire dans certaines localités<sup>61</sup> et des lacunes en termes d'information sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins. Ces défis sont tributaires du contexte sécuritaire, le mauvais état des infrastructures ainsi que les conditions géographiques qui compliquent l'accès à certaines zones<sup>62</sup>. En raison de ce déficit d'informations, il apparaît pertinent de mener un suivi de la situation pour aider les acteurs humanitaires à s'informer et à préparer leurs programmes d'intervention.

Cette évaluation réalisée par REACH entre août et octobre 2019<sup>63</sup> s'inscrit dans le cadre d'un suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. A partir d'une revue de données secondaires disponibles ainsi que des entretiens avec des informateurs clés (IC), l'évaluation a pour objectif général de fournir un aperçu préliminaire de la situation et des besoins des populations. Elle servira ainsi de point de référence pour la réalisation d'un suivi permettant de rendre compte de l'évolution des besoins dans cette zone. De manière plus spécifique, cette étude préliminaire s'est attachée à analyser les tendances de déplacement, les besoins humanitaires multisectoriels, l'accès humanitaire et l'information sur la situation humanitaire.

L'évaluation est structurée autour de ces cinq thématiques :

- Les dynamiques de déplacement
- Les besoins humanitaires
- La présence opérationnelle des acteurs humanitaires
- Les limites de l'accès humanitaire
- La situation en termes d'information sur la situation humanitaire (opportunités et lacunes d'information)

<sup>54</sup> Resilience Common Analysis and Prioritization (RCAP). Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019

<sup>55</sup> Assessment Capacities Project (ACAPS). Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso. Mars 2019

<sup>56</sup> Cluster protections. Niger, Mali, Burkina Faso. Statistiques sur les déplacés internes. Juillet 2019

<sup>57</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Statistiques sur les réfugiés. Juillet 2019

<sup>58</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019

Cette étude menée par RCAP est délimitée à une partie de la région Nord et de la région Sahel au Burkina Faso, la région de Mopti au Mali et une partie des régions de Tillabéri et Tahoua au Niger

<sup>59</sup> Agence Nigérienne de presse. Niger : nouvelle prorogation de l'état d'urgence dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri. 21 juin 2019. Le monde Afrique. Au Burkina Faso, l'état d'urgence prolongé de 6 mois. 12 juillet 2019. VOA Afrique. L'état d'urgence à nouveau prolongé d'un an au Mali. 28 octobre 2018

<sup>60</sup> Cost of counter-terrorism for civilians in Liptako-Gourma

<sup>61</sup> OCHA. Accès humanitaire au Mali. Juin 2019

<sup>62</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire. Niger. Décembre 2018. OCHA. Plan de réponse humanitaire. Mali. Décembre 2018. OCHA. Plan de réponse humanitaire – révisé. Burkina Faso. Juillet 2019

<sup>63</sup> La période d'août à septembre 2019 inclut la réalisation des termes de référence, la collecte de données, l'analyse et la publication du rapport

## METHODOLOGIE

Cette évaluation s'appuie sur une revue des données secondaires et sur des entretiens avec des IC coordonnateurs/facilitateurs de clusters sectoriels et des individus qui travaillent pour des ONG et des agences de l'ONU rencontrés au Niger, au Mali et au Burkina Faso au cours du mois d'août 2019.

### Couverture géographique

L'étude couvre les régions situées dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso qui accueillent le plus de déplacés et où la crise semble davantage accentuée :

Tableau 1 : régions et départements couverts par l'étude

Pays	Région	Département
Niger	Tillabéri	Abala - Ayerou – Banibangou - Tillabéri – Ouallam - Torodi, Tera, Gotheye, Bankilare
	Tahoua	Tilia - Tassara
Mali	Ménaka	Andéramboukane – Inékar – Tidermène - Ménaka
	Gao	Assango - Gao
	Mopti	Douenza – Koro – Bankass – Bandiagara – Mopti – Djenne - Tenenkou
	Tombouctou	Gourma-Rharous
Burkina Faso	Sahel	Soum - Oudalan – Seno - Yagha
	Nord	Loroum – Yatenga - Passore
	Centre-Nord	Bam – Sanmatenga - Namentenga
	Est	Tapoa - Gourma - Kompienga

Carte 1 : couverture géographique



## Revue des données secondaires

Les données secondaires analysées dans le cadre de cette évaluation sont présentées dans l'annexe 1 de ce document. Il s'agit de rapports, de données statistiques, de cartes et de fiches d'information réalisées par des agences gouvernementales et/ou des acteurs humanitaires (agence de l'organisation des Nations Unies (ONU), Organisations Non Gouvernementales (ONG)). Parallèlement, des rapports produits par des instituts de recherche et des articles de presse ont également été consultés.

Les types de produits d'information parcourus sont les suivants :

- Rapports d'évaluation sur la crise dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso sur diverses thématiques comme les vulnérabilités, les besoins humanitaires, la situation sécuritaire, l'accès humanitaire
- Fiches d'information, cartes et données statistiques partagées par des agences de l'ONU pour le suivi des PDI et des réfugiés
- Matrices 3W (Qui fait Quoi et Où) sur la présence opérationnelle des acteurs humanitaire
- Evaluations rapides de protection (ERP) et évaluations multisectorielles (MSA)
- Rapports d'analyse du monitoring de protection
- Aperçu des besoins humanitaires (HNO)
- Plan de réponse humanitaire (HRP)
- Cadre harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire
- Enquêtes nationales nutritionnelles
- Données et bulletins d'information publiés par l'Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED)
- Articles de presse sur la situation sécuritaire et la crise dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso

## Entretiens avec des informateurs clés (IC)

Dans le cadre de cette étude préliminaire, des IC coordonnateurs/facilitateurs de clusters sectoriels, de même que des individus qui travaillent pour des agences gouvernementales et/ou pour des ONG internationales et nationales ont été rencontrés au Niger, au Mali et au Burkina Faso afin de collecter des informations complémentaires à celles répertoriées dans les données secondaires.

### Entretiens avec les clusters

Les coordonnateurs et/ou facilitateurs des clusters rencontrés au Niger, au Mali et au Burkina Faso se sont exprimés sur les besoins humanitaires et sur les opportunités et défis en termes d'accès à l'information et aux populations affectées pour fournir une réponse adaptée aux besoins dans leurs secteurs d'intervention respectifs. L'objectif était de rencontrer le maximum de secteurs d'intervention humanitaire actifs dans les trois pays selon la disponibilité des coordonnateurs pendant la période de l'enquête (santé, protection, sécurité alimentaire, nutrition, EHA, abris et éducation) :

- Au Niger, des entretiens ont été réalisés avec six clusters : sécurité alimentaire, protection, abris et biens non alimentaires (BNA), éducation, Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) et santé.
- Au Mali, des entretiens ont été réalisés avec trois clusters : sécurité alimentaire, EHA et protection
- Au Burkina Faso, les coordonnateurs et/ou facilitateurs de sept clusters distincts ont été rencontrés : sécurité alimentaire, EHA, abris et BNA, éducation, protection, nutrition, santé.

## Entretiens avec les IC

Au total, 18 entretiens ont été réalisés avec les IC dont 7 entretiens au Niger<sup>64</sup>, 5 au Mali<sup>65</sup> et 6 au Burkina Faso<sup>66</sup>. Les IC rencontrés ont été choisis selon leur présence effective dans les régions en crise à la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso et ces IC sont :

- Des individus qui assurent une fonction de coordination humanitaire et qui ont une visibilité sur les besoins humanitaires et sur les difficultés d'accès humanitaire (le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) et le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM)).
- Des individus qui travaillent pour des agences gouvernementales, des ONG internationales ou nationales mettant en œuvre des activités dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso et qui ont une bonne connaissance du contexte, des besoins et des lacunes en termes d'information sur la situation humanitaire.

## Difficultés/ limites de l'évaluation

- Les données secondaires consultées pour ce rapport ont leurs propres méthodologies et limitations ; par conséquent, les informations, et notamment les comparaisons faites dans cette étude doivent être interprétées avec prudence.
- A ce stade, il n'existe pas encore de système centralisant l'information pour les trois pays ou pour la zone frontalière dans son ensemble. Ainsi, pour chaque thème abordé, il a fallu réaliser une recherche documentaire au niveau de chaque pays puis consolider les résultats. Ce travail de consolidation entre les pays s'est parfois heurté à des obstacles car les méthodologies de collecte et d'analyse de données peuvent varier selon les pays, tout comme la temporalité, l'échelle ou la fiabilité des données.
- Comme cette analyse est surtout basée sur une revue des données secondaires, certaines questions de recherche n'ont pas été suffisamment renseignées du fait de la documentation limitée pour certaines thématiques, notamment les zones de départ/d'origine des déplacés, le volume de mouvements secondaires et le profil socioéconomique des déplacés. Ces éléments ont été précisés dans la partie du rapport consacrée aux lacunes en termes d'information sur la situation humanitaire.
- De même, la quantité de données secondaires disponibles varie en fonction des thèmes pour chacun des trois pays ; par conséquent, le niveau de détails de l'analyse dans ce rapport peut ne pas être équilibré mais dépend des informations disponibles pour chaque pays et pour chaque thème abordé.
- En plus des données secondaires, certaines informations ont été fournies par des IC ; ces informations complémentaires apportées par les IC doivent être considérées comme indicatives de la situation.
- Enfin, cette analyse préliminaire des besoins n'est pas exhaustive. Elle est le point de départ d'un suivi régulier de la situation humanitaire dans les trois frontières et permet justement de relever les lacunes d'information qu'un suivi plus approfondi pourrait combler.

<sup>64</sup> Les IC rencontrés au Niger sont membres d'organisations et/ou de structures de coordination suivantes : OCHA, RRM, l'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED), Action Contre la Faim (ACF), Danish Refugee Council (DRC) et le Groupe d'Action Rapides – Surveillance et intervention au Sahel (GARSIS sahel).

<sup>65</sup> Les IC rencontrés au Mali sont membres d'organisations et/ou de structures de coordination suivantes : DRC, Catholic Relief Services (CRS), OCHA, ACF et Norwegian Refugee Council (NRC).

<sup>66</sup> Les IC rencontrés au Burkina Faso sont membres d'organisations et/ou de structures de coordination suivantes : Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), ACF, RRM, SOS Sahel, Humanité et Inclusion (HI), International Rescue Committee (IRC) et le ministère de la santé.

## RESULTATS

Les résultats de cette étude basée sur des données secondaires et sur des entretiens avec des IC sont relatifs aux dynamiques de déplacements, les besoins humanitaires, la présence opérationnelle des acteurs humanitaires ainsi que les opportunités et défis en termes d'accès aux populations affectées et à l'information sur la situation humanitaire.

### Dynamiques de déplacement

Les dynamiques de déplacement sont illustrées à partir de rapports d'évaluation, de fiches d'information et d'articles qui ont permis de relever des informations sur le nombre de déplacés, l'occurrence des déplacements secondaires/multiples ainsi que les facteurs incitatifs et dissuasifs qui influencent les intentions de déplacement.

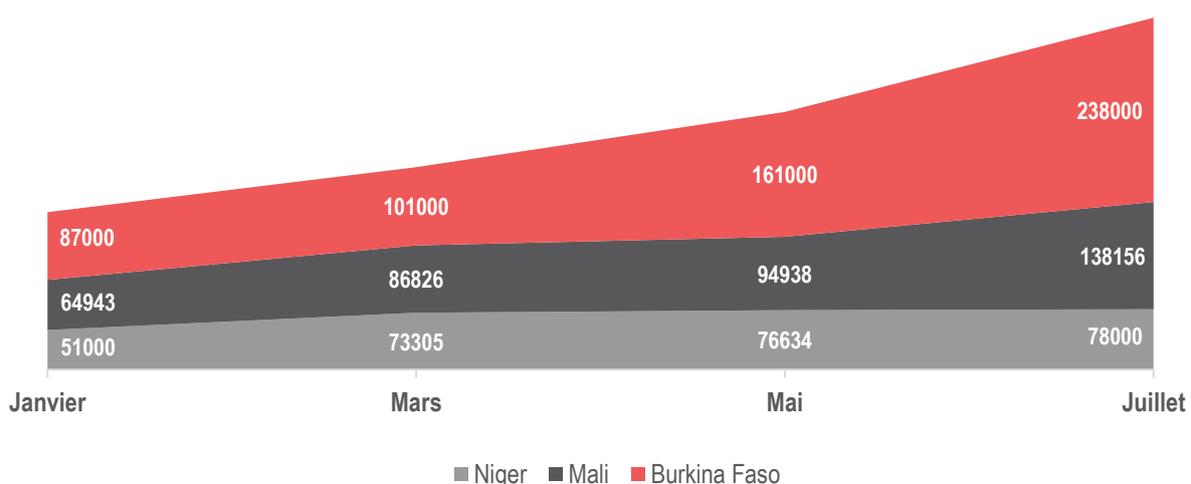
### Situation en termes de déplacement

La crise au niveau de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est marquée par des déplacements de populations qui génèrent de multiples besoins humanitaires. En consolidant les statistiques sur les PDI, leur nombre s'élève à plus de 475000 en juillet 2019, selon la délimitation géographique faite dans cette étude<sup>67</sup>.

Le volume de déplacements a progressé de façon exponentielle au cours de ces dernières années dans la zone frontalière. Au premier semestre 2019 en particulier, le nombre de PDI est passé de 87000 à 238000 entre janvier et juillet au Burkina Faso, montrant ainsi le développement rapide de la crise sécuritaire dans ce pays<sup>68</sup>. Dans la zone frontalière, les régions qui accueillent le plus de PDI sont les régions Sahel et Centre-Nord au Burkina Faso, la région de Mopti au Mali et la région de Tillabéri au Niger.

Les réfugiés sont estimés à environ 73000 personnes au niveau de la zone frontalière; le Niger et le Burkina Faso en accueillent l'essentiel, dont la plupart proviennent du Mali<sup>69</sup>.

Figure 1 : évolution du nombre de PDI dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso de janvier à juillet 2019<sup>70</sup>



<sup>67</sup> HCR. Mali situation Refugees, Internally Displaced Persons and Returnees. Juillet 2019. OCHA. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso. Juillet 2019. Cluster protection. Monitoring de protection à Tillabéri. Juillet 2019. Cluster protection. Monitoring de protection à Tahoua. Juillet 2019

<sup>68</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso. Août 2019

<sup>69</sup> HCR. Données sur les réfugiés au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Juillet 2019

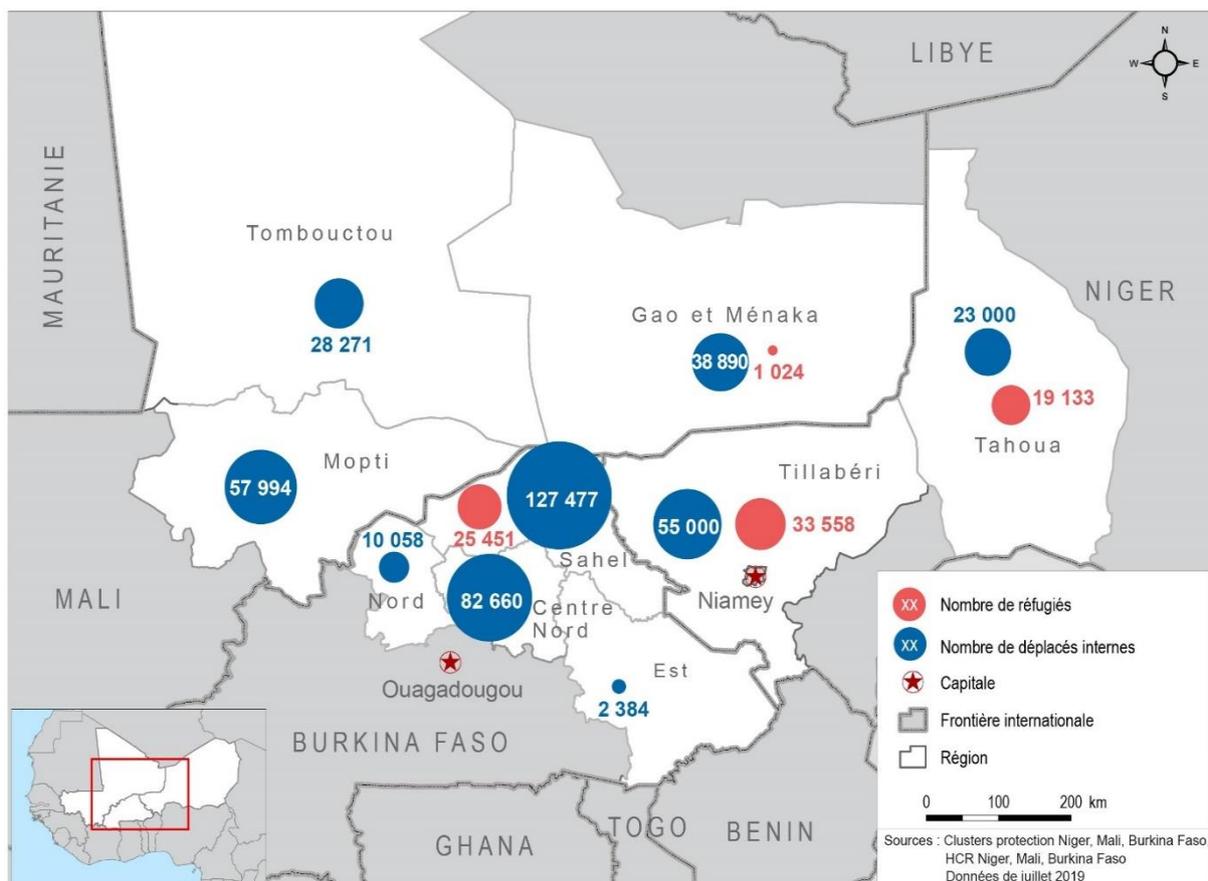
<sup>70</sup> HCR. Mali situation Refugees, Internally Displaced Persons and Returnees. Juillet 2019. OCHA. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso. Juillet 2019. Cluster protection. Monitoring de protection à Tillabéri. Juillet 2019. Cluster protection. Monitoring de protection à Tahoua. Juillet 2019

Au Niger, le nombre de PDI dans les régions de Tillabéri et Tahoua s'élève à 78000 dont 70% sont présents à Tillabéri et 30% à Tahoua<sup>71</sup> au mois de juillet 2019. Dans la région de Tillabéri, les départements qui accueillent le plus de PDI sont, par ordre d'importance, Abala, Ayorou, Banibangou, Téra, Torodi, Tillabéri, Ouallam et Téra. Au niveau de Tahoua, ceux-ci sont Tilia et Tassara<sup>72</sup>. Quant aux réfugiés, leur nombre est estimé à 33410 personnes et ils sont présents à Abala, Tabareybrey, Mangaze et Ayorou<sup>73</sup> ; la quasi-totalité des réfugiés sont maliens et la plupart viennent plus précisément de la région de Gao<sup>74</sup>.

Au Mali, les régions frontalières délimitées pour cette étude accueillent dans l'ensemble 141156 PDI en juillet 2019<sup>75</sup>. Ces personnes sont concentrées dans la région de Mopti qui accueille plus de PDI (57994), suivie de Gao, Tombouctou, et Ménaka<sup>76</sup> ; quelques réfugiés nigériens (1024) ont été répertoriés à Ménaka par le HCR<sup>77</sup>.

Au Burkina Faso, la région du Sahel accueille plus de la moitié des PDI (56%) ; et, dans cette région, la plupart des PDI sont installés dans la province du Soum, ce qui suggère une sévérité des besoins dans cette province en particulier comme confirmé par des IC interrogés. Le nombre de réfugiés répertoriés dans la zone frontalière du Burkina Faso s'élève à 25719<sup>78</sup> et la totalité de ceux-ci étant maliens se trouvent dans la région Sahel<sup>79</sup>.

Carte 2 : proportion de PDI et de réfugiés dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso en juillet 2019



<sup>71</sup> Cluster protection. Statistiques des personnes déplacées internes au Niger. 14 août 2019

<sup>72</sup> Cluster protection. Statistiques des personnes déplacées internes au Niger. 14 août 2019

<sup>73</sup> HCR. Données sur les réfugiés au Niger. Juillet 2019

<sup>74</sup> HCR. Données sur les réfugiés au Niger. Juillet 2019

<sup>75</sup> HCR. Mali situation Refugees, Internally Displaced Persons and Returnees. 31 Juillet 2019

<sup>76</sup> HCR. Mali situation Refugees, Internally Displaced Persons and Returnees. 31 Juillet 2019

<sup>77</sup> HCR. Données sur les réfugiés au Mali. Juillet 2019

<sup>78</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso. Juillet 2019

<sup>79</sup> HCR. Données sur les réfugiés au Burkina Faso. Juillet 2019

## Axes de déplacements

Les principaux axes de déplacement désignent les zones de départ ainsi que les zones d'accueil des PDI et des réfugiés. A ce stade, les axes de déplacement des PDI ne sont pas suffisamment documentés pour les trois pays ; néanmoins, quelques monitorings de protection et des ERP donnent des indications sur les localités d'origine et les mouvements vers les localités d'accueil. Ces informations ne reflètent pas l'exhaustivité des axes de déplacement dans la zone frontalière ; il s'agit de quelques indications propres à certaines localités dans lesquelles des évaluations ont été réalisées ; les sources consultées montrent deux tendances dont une qui est commune au Niger et au Mali et une qui semble spécifique au Burkina Faso :

- Au Niger et au Mali, les PDI quittent des villages à proximité des frontières et s'installent au niveau de centres/localités urbain(es) perçu(es) comme plus sûrs se trouvant au sein des mêmes communes ou au sein des mêmes départements/cercles<sup>80</sup> que leurs villages d'origine. Comme exemples, au Niger, quelques MSA indiquent que la localité d'Ayorou a accueilli beaucoup de PDI qui viennent de la commune d'Inates (département d'Ayorou) tandis que dans le département de Ouallam, des MSA suggèrent que les PDI font des mouvements au sein de leurs communes de résidence. Au Mali, une ERP réalisée sur la région de Mopti montre la même tendance que celle observée au Niger : la localité de Koro Ville accueille des PDI venant de villages proches de la frontière situés au sein de la commune de Koro.
- Au Burkina Faso, les déplacements se font à l'échelle interne au sein des provinces<sup>81</sup> et communes de manière similaire au Niger et au Mali ; toutefois, il y a aussi des vagues de déplacement qui couvrent des distances plus longues, notamment des PDI originaires de la région du Sahel qui s'installent dans la région Centre-Nord. Par exemple, la localité de Kaya dans la région Centre-Nord accueille une vague de PDI depuis le premier trimestre 2019 et ils viennent de la province de Sanmatenga (région Centre-Nord) et de la province du Soum (région du Sahel)<sup>82</sup>.

La plupart des villages désertés par les populations ont connu des incidents sécuritaires ou sont limitrophes d'autres villages ayant connu des incidents.<sup>83</sup> Quant aux réfugiés maliens, ils viennent de villages situés au long des deux frontières et rejoignent les localités/centres urbain(es) les plus proches dans les départements frontaliers avec le Niger (Abala, Tabareybarey, Ayorou et Mangaize) et le Burkina Faso (région du Sahel)<sup>84</sup>.

## Occurrence de mouvements secondaires/multiples

Le volume des déplacements secondaires ne semble pas suffisamment documenté à ce stade dans les trois pays ; toutefois, les données secondaires disponibles donnent quelques indications. Ainsi, la proportion de PDI en déplacements secondaires/multiples semble particulièrement élevée au Mali ainsi que dans la région de Tillabéri au Niger.

Au Niger, de janvier à mai 2019, la plupart des mouvements secondaires ont été répertoriés dans la région de Tillabéri ( 48% des PDI sur l'ensemble des PDI présents à Tillabéri) contre 18% des PDI dans la région de Tahoua<sup>85</sup>. Au Mali, d'après une matrice de suivi des déplacements, 49% des PDI ont indiqué s'être déplacé de leur lieu de résidence habituel au lieu dans lequel elles se sont installées<sup>86</sup>, ce qui suggère que l'autre moitié de PDI (51%) a

<sup>80</sup> Au Niger, la deuxième division administrative est le département et au Mali, la deuxième division administrative est le cercle

<sup>81</sup> Au Burkina Faso, la deuxième division administrative est la province

<sup>82</sup> HCR. Monitoring des personnes déplacées internes. Commune de Kaya. Juin 2019

<sup>83</sup> Danish Refugee Council. MSA. Tillabéri/Ayorou. Juillet 2019. ACTED. MSA. Ouallam. Avril 2019. ACTED. MSA. Banibangou. Juillet 2019. Action Contre la Faim. MSA. Tassara. Mai 2019. HCR. ERP Koro Ville. Avril 2019. HCR. ERP. Cercle de Gourma-Rharous. Mars 2019

<sup>84</sup> HCR. Données sur les réfugiés au Niger. Juillet 2019

<sup>85</sup> Cluster protection. ANTD. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali et Burkina Faso. Mai 2019

<sup>86</sup> Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Matrice de suivi des déplacements (DTM). Mali.2019

déjà effectué plus d'un déplacement. Au Burkina Faso, les déplacements secondaires seraient récurrents en particulier dans les régions Sahel et Centre-Nord<sup>87</sup> ; toutefois, la documentation parcourue n'a pas donné un aperçu du volume des déplacements secondaires/multiples au Burkina Faso.

### Facteurs incitatifs et dissuasifs qui influencent les intentions de déplacements

En croisant de nombreux rapports, il semble que les considérations sécuritaires soient la principale source de déplacement dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. En plus des considérations sécuritaires, les mouvements, notamment secondaires, semblent également motivés par l'insuffisance ou l'arrêt de l'aide humanitaire, les difficultés d'accès aux services de base et les tensions intercommunautaires liées à la pression sur les ressources naturelles telles que l'eau<sup>88</sup>.

Ainsi, au Niger, un rapport de monitoring de protection cumulatif de janvier à mai 2019<sup>89</sup> montre qu'au cours du premier semestre 2019, les déplacements ont été motivés par les incidents sécuritaires et la menace des groupes armés à Tillabéri et Tahoua. A part l'insécurité, l'étude a relevé d'autres facteurs comme les problèmes d'accès à l'eau potable, les rumeurs sur des maladies contagieuses (méningite, rougeoles, choléra), l'arrêt de l'assistance humanitaire, le manque de moyens de subsistance, le vol de bétail et les tensions communautaires.

Au Mali, 98% de la population PDI s'est déplacée en raison de l'insécurité liée au conflit dans leur localité d'origine ou voisine<sup>90</sup>. Plus précisément, ces raisons sécuritaires sont les attaques sur les localités d'origine, les attaques sur les localités voisines (déplacements préventifs) ou encore l'impact économique relatif au conflit.

Au Burkina Faso, dans la province du Soum qui accueille le plus grand nombre de déplacés<sup>91</sup>, le premier facteur de déplacement est les attaques par les groupes armés, suivi de l'insécurité chronique liée à diverses raisons telles que la criminalité et les enlèvements<sup>92</sup>. En plus des considérations sécuritaires, les déplacements secondaires sont également motivés par des raisons économiques<sup>93</sup>.

### Facteurs qui influencent les intentions de retour

D'après les informations consolidées sur les trois pays frontaliers, il semble que les intentions de retour des déplacés soient conditionnées par l'amélioration de la situation sécuritaire dans leurs localités d'origine, l'accès aux services de base et aux moyens de subsistance. Ainsi, les personnes qui ont l'intention de rester dans les localités d'accueil semblent y rester principalement en raison de meilleures conditions sécuritaires. En dehors de la sécurité, les autres facteurs de maintien sur ces sites sont l'accès à l'aide humanitaire et aux moyens de subsistance.

Au Niger, d'après le cluster protection, en mai 2019, 5 villages ont connu un mouvement retour dont Abankor, Agagay nomade, Tagdounat, Ingraleytan, Kalassi avec 466 ménages de 2839 personnes<sup>94</sup>. Les raisons majeures ayant motivé le retour de certains PDI dans leurs villages d'origine sont l'arrêt et/ou l'insuffisance de l'assistance humanitaire pour la population déplacée dans la commune d'Inates et la volonté des communautés de se prendre en charge elles-mêmes à travers des activités agricoles et d'élevage avec la saison des pluies qui s'annonce.

<sup>87</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso. Août 2019

<sup>88</sup> HCR.ERP Koro Ville. Avril 2019

<sup>89</sup> Cluster protection. ANTD. Rapport d'analyse du monitoring de protection sur la frontière Niger- Mali- Burkina Faso. Mai 2019

<sup>90</sup> OIM. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Mali.2019

<sup>91</sup> HCR. Profilage des personnes déplacés internes. Région du Sahel. Province du Soum. Janvier 2019

<sup>92</sup> HCR. Profilage des personnes déplacés internes. Région du Sahel. Province du Soum. Janvier 2019

<sup>93</sup> DRC. HCR. Rapport de monitoring de protection région du Sahel. Juillet 2019

<sup>94</sup> Cluster protection. ANTD. Rapport d'analyse du monitoring de protection sur la frontière Niger- Mali- Burkina Faso. Mai 2019

Au Mali, la DTM a montré qu'au mois de juin, 66% des ménages PDI ont déclaré vouloir retourner dans leurs localités d'origine, 27% veulent rester sur place pour le moment et 7% veulent se déplacer dans une autre localité<sup>95</sup>. Les personnes qui ne désirent pas retourner dans leurs localités d'origine considèrent bénéficier d'une meilleure sécurité et d'une meilleure situation alimentaire et économique dans les localités d'accueil.

Au Burkina Faso, d'après un profilage des personnes déplacées dans la province du Soum, 54% des ménages enquêtés auraient l'intention de retourner dans leurs localités d'origine et 7% seraient indécis<sup>96</sup>. Pour les 39% des ménages n'ayant pas d'intention de retour, la principale préoccupation réside dans la persistance de l'insécurité et la fermeture des services comme les écoles et les services de santé dans leurs localités d'origine.

Tableau 2 : récapitulatif des dynamiques de déplacements

<p><b>Situation en termes de déplacements</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus de 470000 déplacés répertoriés au 31 juillet 2019</li> <li>• Les régions qui accueillent le plus de PDI sont le Sahel au Burkina Faso (127 477), Mopti au Mali (57 994) et Tillabéri au Niger (55 000) en juillet 2019</li> <li>• Le Burkina Faso a connu une progression plus rapide des déplacements au premier semestre 2019, de 87 000 à 23 8000 déplacés entre janvier et juillet 2019</li> </ul>
<p><b>Occurrence de mouvements secondaires/multiples</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au Niger, de janvier à mai 2019, 48% des PDI dans la région de Tillabéri se sont déplacés plus d'une fois</li> <li>• Au Mali, environ la moitié des PDI (49%) ont indiqué s'être déplacés de leur lieu de résidence habituel au lieu dans lequel elles se sont installées</li> <li>• Au Burkina Faso, les déplacements secondaires seraient identifiés particulièrement dans les régions Sahel et Centre-Nord</li> </ul>
<p><b>Les axes de déplacement</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au Niger et au Mali les PDI quittent les villages les plus proches des frontières pour se rendre vers les centres/localités urbain(es) plus sûr(es) au sein de leurs communes/départements de résidence</li> <li>• Au Burkina Faso, les distances parcourues lors des déplacements semblent plus longues avec des déplacements répertoriés entre la région Sahel et la région Centre-Nord</li> <li>• Les villages désertés par les populations ont généralement connu des incidents sécuritaires ou sont limitrophes d'autres villages ayant connu des incidents.</li> </ul>
<p><b>Facteurs incitatifs et dissuasifs qui influencent les intentions de déplacements</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les considérations sécuritaires sont le principal facteur de déplacement dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso : présence de groupes armés, criminalité, violences contre les civils et enlèvements.</li> <li>• Les mouvements secondaires/multiples notamment sont également motivés par l'insuffisance ou l'arrêt de l'aide humanitaire, les difficultés d'accès aux services de base et les tensions intercommunautaires</li> </ul>

<sup>95</sup> OIM. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Mali. Juin 2019

<sup>96</sup> OIM. HCR. Profilage des personnes déplacés internes région du Sahel, province du Soum. Burkina Faso. Mai 2019

## Besoins humanitaires multisectoriels

Les enjeux et les besoins spécifiques pour les secteurs d'intervention humanitaire suivants sont abordés dans cette partie : protection, sécurité alimentaire, nutrition, EHA, abris et BNA, éducation et santé.

### Protection

La situation en termes de protection est préoccupante dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso<sup>97</sup>. Les problématiques majeures de protection sont les incidents sécuritaires (agressions physiques, enlèvements, vols et pillages), les difficultés d'accès aux services de base et à la documentation légale<sup>98</sup> ainsi que les tensions communautaires. Des groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants sont particulièrement affectés et confrontés à des problèmes spécifiques. Les préoccupations majeures en termes de protection de l'enfance sont notamment le risque d'enrôlement par les groupes armés (une vingtaine de cas de détention a été répertorié au Mali)<sup>99</sup>, les agressions physiques dont les enfants sont victimes ainsi que les difficultés d'enregistrement des naissances qui peuvent engendrer des difficultés lors de l'inscription des enfants à l'école par exemple. En matière de violences basées sur le genre (VBG), les mariages précoces/forcés persistent dans la région ainsi que les agressions physiques qui ciblent les femmes<sup>100</sup>.

En ce qui concerne la situation sécuritaire, au Niger, 213 incidents de protection ont été répertoriés à Tillabéri (78%) et Tahoua (22%) entre février et mai 2019<sup>101</sup>. De manière générale, les deux régions sont très affectées par la présence de groupes armés qui sont responsables de plus de 50% des incidents répertoriés. Les départements les plus touchés par les incidents sécuritaires sont Inatès, Bankilaré, Téra, Torodi, Abala, Ouallam, et Banibanguou. En plus de la situation sécuritaire, l'accès à la documentation civile représente un important défi<sup>102</sup>. Les facteurs qui limitent l'accès à la documentation sont notamment la fermeture des centres d'état civil, le dépôt hors délai, les frais de paiement et la distance des centres par rapport aux villages<sup>103</sup>. Les problèmes de protection de l'enfance sont importants dans les deux régions et les risques principaux sont l'enrôlement au sein des groupes armés, les risques d'agressions physiques, le risque d'enlèvements<sup>104</sup>. En termes de VBG, les préoccupations sont notamment les risques d'agressions physiques/sexuelles et les mariages précoces et/ou forcés.

Au Mali, 817 incidents de protection ont été répertoriés entre janvier et mai 2019 dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao. La situation dans la région de Mopti est caractérisée par des agissements des groupes armés et par des conflits intercommunautaires qui se sont élargis à tous les cercles<sup>105</sup> ; ces conflits intercommunautaires antérieurs à la crise perdurent et se sont intensifiés avec la circulation des armes<sup>106</sup>. La région de Gao est davantage marquée par le banditisme : les vols et pillages/extorsions sur les axes routiers figurent parmi les incidents les plus rapportés dans cette région. En termes de protection de l'enfance, la détention des enfants pour association ou enrôlement par les groupes armés est considérée comme une problématique majeure avec 24 enfants arrêtés par les forces de sécurité nationale et internationale<sup>107</sup>. Par ailleurs, les cas de VBG ont doublé du 1er janvier au 31 août 2018, allant de 833 cas en janvier 2018 à 1 742 cas en août 2018<sup>108</sup>.

<sup>97</sup> Cluster protection. ANTD. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019

<sup>98</sup> Cluster protection. ANTD. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019

<sup>99</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse mensuelle du monitoring de protection dans les départements de Tillia et Tassara, région de Tahoua. Mai 2019. OCHA. Aperçu des besoins humanitaires. Mali. Décembre 2018

<sup>100</sup> Cluster protection. ANTD. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019. OCHA. Aperçu des besoins humanitaires. Mali. Décembre 2018

<sup>101</sup> Cluster protection. ANTD. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019

<sup>102</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019

<sup>103</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse mensuelle du monitoring de protection. Tillabéri. Juin 2019

<sup>104</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse mensuelle du monitoring de protection. Tahoua. Juin 2019

<sup>105</sup> HCR. Association malienne pour la survie du Sahel. Monitoring de protection n 6. Mali. Juin 2019

<sup>106</sup> HCR. Association malienne pour la survie du Sahel. Monitoring de protection n 6. Mali. Juin 2019

<sup>107</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires. Mali. Novembre 2019

<sup>108</sup> HCR. Association malienne pour la survie du Sahel. Monitoring de protection n 6. Mali. Juin 2019

Au Burkina Faso, des cas de violences et de discriminations sont régulièrement rapportés et les régions les plus touchées sont l'Est, le Centre-Est, le Nord, le Centre-Nord, le Sahel<sup>109</sup>. L'impact de l'insécurité ne se limite pas seulement à l'augmentation importante des déplacements de personnes, mais affecte également l'offre des services étatiques de base (santé, éducation, etc.). Dans la région Sahel<sup>110</sup>, plus précisément dans les provinces de l'Oudalan (Gorom-Gorom, Déou et Gandafabou) et du Soum (Djibo, Kelbo, Arbinda, Tongomayel et Pobé-Mengao), 170 incidents de protection ont été répertoriés en juin<sup>111</sup>. En termes de protection de l'enfance, les parents sont particulièrement confrontés aux problèmes d'enregistrement des naissances pour plusieurs raisons : la perte de documents pendant le déplacement, la fuite, le dysfonctionnement des structures en charge de l'état civil (préfectures et les mairies) ou l'ignorance autour de la déclaration des naissances par certains parents<sup>112</sup>. Dans la région du Sahel, de nombreux cas de VBG ont été répertoriés et il s'agit principalement de violences physiques ou psychologiques au sein des foyers, comme le déni de ressources<sup>113</sup>.

## Sécurité alimentaire

Les résultats du cadre harmonisé de mars 2019<sup>114</sup> dans la zone frontalière ont confirmé l'impact important de la dégradation de l'environnement sécuritaire sur la sécurité alimentaire des ménages. Cette zone frontalière concentre 63% des personnes en insécurité alimentaire (935687) sur la totalité de la population en phase 3 à 4 d'insécurité alimentaire au Niger, au Mali et au Burkina Faso (1482225)<sup>115</sup>. Au niveau de la zone frontalière, le Niger semble davantage affecté par l'insécurité alimentaire ; les régions de Tillabéri et Tahoua (Niger) concentrent 41% des personnes en phase 3 à 4 d'insécurité alimentaire contre respectivement 29% et 30% pour les régions frontalières au Mali et au Burkina Faso<sup>116</sup>. Les facteurs ayant aggravé l'insécurité alimentaire semblent liés à deux aspects : la crise avec la dégradation de la situation sécuritaire et les aléas climatiques et physiques dans cette zone frontalière<sup>117</sup>. La situation sécuritaire a entraîné de nombreux mouvements de populations et la présence des déplacés contribue à la pression accrue des ressources alimentaires des populations hôtes<sup>118</sup>. De plus, la crise a un impact sur la perte/diminution des moyens d'existence des familles ainsi que sur la disponibilité des produits dans les marchés du fait de la limitation de circulation imposée par l'état d'urgence déclaré dans cette zone frontalière notamment<sup>119</sup>. Ces éléments, combinés aux aléas climatiques préexistants comme la sécheresse et les inondations, expliquent la sévérité des besoins alimentaires dans cette zone frontalière en particulier par rapport à la situation nationale de chacun des trois pays en termes de sécurité alimentaire<sup>120</sup>.

Au Niger, près de la moitié des personnes en insécurité alimentaire vivent dans les zones affectées par les conflits, notamment dans les départements frontaliers avec le Mali et le Burkina Faso, ainsi que la région de Diffa<sup>121</sup> : environ 740000 personnes sont actuellement en insécurité alimentaire (phase 3-4) dans tout le pays et les régions de Tillabéri et de Tahoua comptent 52% de ces personnes<sup>122</sup> à l'échelle nationale. Les marchés dans les zones

<sup>109</sup> OHA. Plan de réponse humanitaire. Burkina Faso. Juillet 2019

<sup>110</sup> DRC. HCR. Rapport de monitoring de protection. Région Sahel. Juin 2019

<sup>111</sup> DRC. HCR. Rapport de monitoring de protection. Région Sahel. Juin 2019

<sup>112</sup> DRC. HCR. Rapport de monitoring de protection. Région Sahel. Juillet 2019

<sup>113</sup> DRC. HCR. Rapport de monitoring de protection. Région Sahel et Centre-Nord. Août 2019

<sup>114</sup> Cadre Harmonisé (CH) d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest. Mars 2019

<sup>115</sup> Compilation des données du cadre harmonisé au Niger, Mali et Burkina Faso. Définition de la phase 3 dans le cadre harmonisé : même avec l'aide humanitaire, au moins 1 ménage sur 5 se trouve avec des déficits alimentaires considérables, une malnutrition aiguë globale (MAG) élevée et l'épuisement des avoirs de moyens d'existence. Définition de la phase 4 : même avec l'aide humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone se trouve dans la situation suivante ou pire : des déficits alimentaires extrêmes, ce qui résulte en une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ou une perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, ce qui entraînera des déficits de consommation alimentaire à court terme.

<sup>116</sup> Compilation des données du cadre harmonisé au Niger, Mali et Burkina Faso

<sup>117</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019

<sup>118</sup> Save the Children International. Rapport d'évaluation multisectorielle des conditions de vie des enfants des populations affectées par les conflits de Foubé (Centre Nord) au Burkina Faso. Mai 2019

<sup>119</sup> OCHA. Aperçus des besoins humanitaires. Niger. Mali. Novembre 2018

<sup>120</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Avril 2019

<sup>121</sup> Cadre Harmonisé (CH) d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun Fiche de communication Niger. Mars 2019

<sup>122</sup> Cadre Harmonisé (CH) d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun Fiche de communication Niger. Mars 2019

sous état d'urgence de Tillabéri et Tahoua sont marqués par l'irrégularité de l'offre, notamment en raison des mesures de l'état d'urgence qui perturbent l'approvisionnement des marchés<sup>123</sup>. En raison de ces enjeux, l'aperçu des besoins humanitaires 2019 au Niger (HNO)<sup>124</sup>, confirmé lors de l'entretien réalisé avec le coordonnateur du cluster, montre que le besoin le plus important en termes de sécurité alimentaire est l'assistance alimentaire et agricole (distribution de vivres ou transferts monétaires) aux ménages à Tillabéri et à Tahoua sur la base de la vulnérabilité socio-économique.

Au Mali, les régions de Mopti, Gao et Tombouctou comptent 281291 personnes en phase 3 à 4 d'insécurité alimentaire, ce qui représente 81% des personnes dans cette phase dans tout le pays<sup>125</sup>. Les facteurs ayant aggravé l'insécurité alimentaire dans ces régions sont la persistance et l'extension de l'insécurité au centre et au nord du Mali ayant engendré les mouvements inhabituels des populations<sup>126</sup>. Les autres facteurs sont notamment les inondations dues à la forte crue qui aurait engendré des pertes de productions dans les zones rizicoles de la vallée du fleuve Niger (Mopti, Tombouctou, Gao)<sup>127</sup>. L'aperçu des besoins humanitaires 2019 au Mali<sup>128</sup> prévoit que de nombreux éleveurs affectés par deux à trois années successives de sécheresse et de conflit auront besoin d'un appui pour reconstituer et protéger leurs moyens d'existence.

Au Burkina Faso, les régions du Sahel, Nord, Centre-Nord et Est comptent 171403 personnes en phase 3 d'insécurité alimentaire - soit 67% des personnes dans cette phase à l'échelle nationale et 30% des personnes dans cette phase dans la zone frontalière avec le Niger et le Mali<sup>129</sup>. Le Sahel et le Centre-Nord en particulier, qui accueillent le plus grand nombre de déplacés, comptabilisent également un nombre plus élevé de personnes en phase 3 d'insécurité alimentaire<sup>130</sup>. Dans la localité de Foulbé en particulier (région Centre-Nord), presque la totalité des ménages déplacés ont connu une modification de leur habitudes alimentaires avec une baisse du nombre de repas journaliers; l'accueil des déplacés aurait précipité l'épuisement des stocks de la population hôte<sup>131</sup>. Le plan de réponse humanitaire 2019 (HRP)<sup>132</sup> au Burkina Faso et l'entretien réalisé avec le coordonnateur du cluster sécurité alimentaire indiquent que les besoins les plus importants pour ce secteur sont les vivres (distribution de nourriture ou aides monétaires pour se procurer des vivres).

<sup>123</sup> PAM. Bulletin Food security Monitoring (MVAM) Niger. Mars 2019

<sup>124</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Niger. Décembre 2018

<sup>125</sup> RCAP. Données d'analyse des résultats du cadre harmonisé – Mali. Mars 2019

<sup>126</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Avril 2019

<sup>127</sup> Cadre Harmonisé (CH) d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun Fiche de communication Mali. Mars 2019

<sup>128</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Mali. Décembre 2018

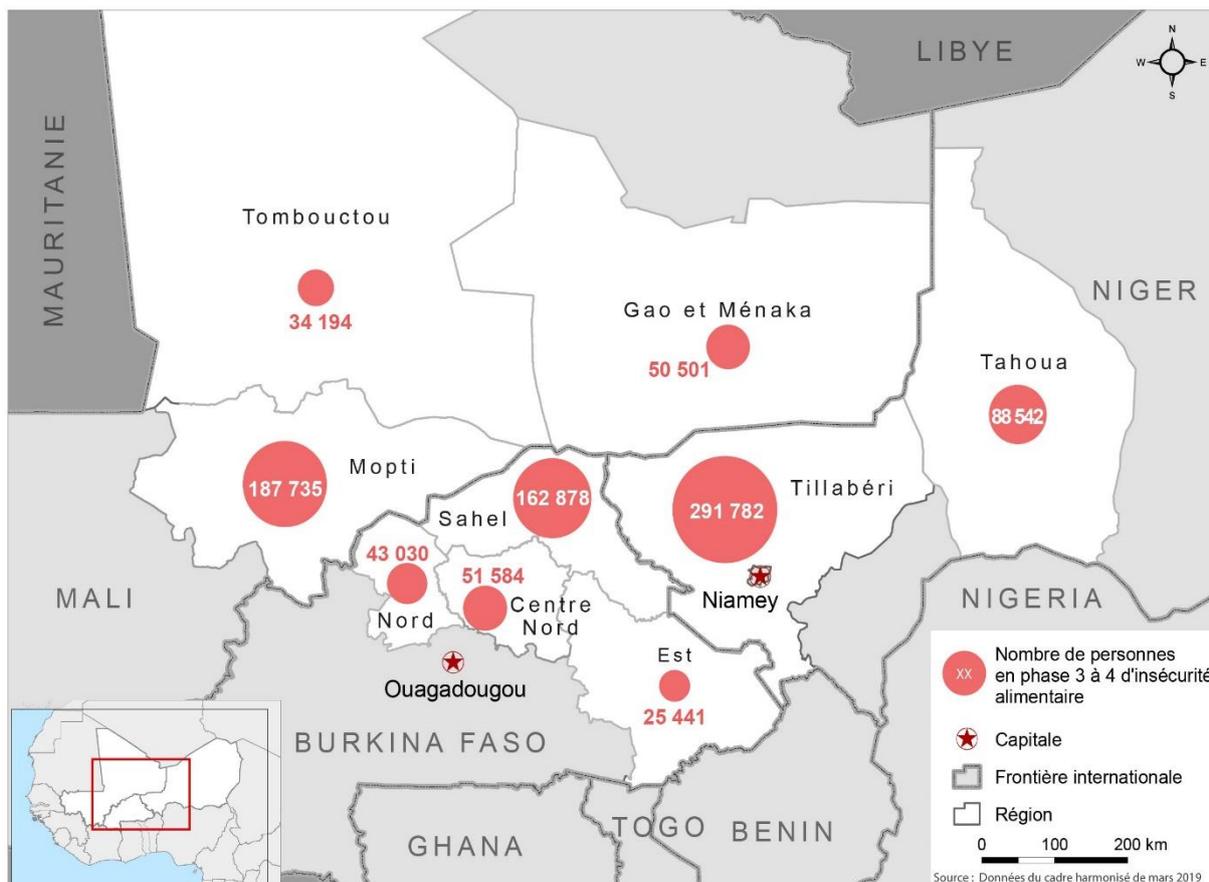
<sup>129</sup> Cadre Harmonisé (CH) d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun Fiche de communication Burkina Faso. Mars 2019

<sup>130</sup> Cadre Harmonisé (CH) d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun Fiche de communication Burkina Faso. Mars 2019

<sup>131</sup> Save the Children International. Rapport d'évaluation multisectorielle des conditions de vie des enfants des populations affectées par les conflits de Foubé (Centre Nord) au Burkina Faso. Mai 2019

<sup>132</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire au Burkina Faso – révisé. Juillet 2019

Carte 3 : situation en termes d'insécurité alimentaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso selon les résultats du cadre harmonisé de mars 2019



## Nutrition

A l'image de la sécurité alimentaire, la situation nutritionnelle dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est préoccupante : 400000 enfants (de 0 à 59 mois) sont en situation de malnutrition sévère dans cette zone en 2019<sup>133</sup>. Les régions frontalières au niveau du Mali et du Niger ont des prévalences de malnutrition aiguë globale (MAG) supérieures à 10%<sup>134</sup>. Les quatre régions les plus touchées par l'insécurité au Burkina Faso (Nord, Sahel, Centre-Nord, Est) concentrent 42% des cas de malnutrition sévère estimés dans le pays pour l'année 2019<sup>135</sup>. Au niveau de la zone frontalière délimitée pour cette étude, la région de Tahoua (Niger) semble la plus affectée par la malnutrition avec le taux de MAG le plus élevé (16%)<sup>136</sup>.

Au Niger, la situation nutritionnelle dans les zones frontalières avec le Mali et le Burkina-Faso est depuis de nombreuses années classifiée comme précaire, voir alarmante et un pic de malnutrition est observé de manière cyclique et annuelle en période de soudure pastorale de mars à mai à Tillabéri<sup>137</sup>. La région de Tahoua est la deuxième région la plus touchée par la MAG à l'échelle nationale après la région de Zinder avec un taux de prévalence (MAG) de 16,4% tandis que la région de Tillabéri affiche un taux de MAG de 12%<sup>138</sup>.

<sup>133</sup> OCHA. Aperçu humanitaire snapshot. Niger, Mali, Burkina Faso. Juin 2019

<sup>134</sup> Institut national de statistiques. Enquête nationale nutritionnelle SMART. Niger. Mai 2019

<sup>135</sup> OCHA. Rapport de situation Burkina Faso. 11 Septembre 2019

<sup>136</sup> Compilation des données. Enquêtes nationales nutritionnelles SMART. Niger. Mali. 2019

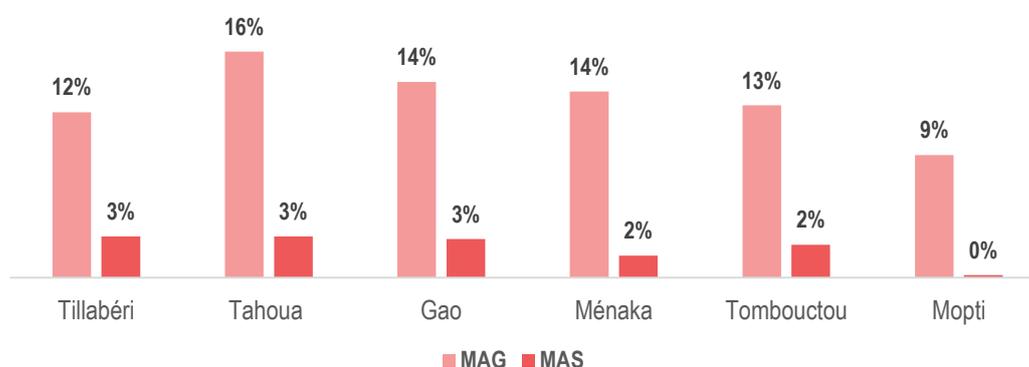
<sup>137</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires. Niger. Décembre 2018

<sup>138</sup> Institut national de statistiques. Enquête nationale nutritionnelle SMART. Niger. Mai 2019

Au Mali, la région de Gao semble davantage touchée par la malnutrition avec un taux de MAG (14,2%) et un taux de MAS (2,8%) plus élevée que les autres régions de la frontière côté Mali. Les régions de Gao, Ménaka et Tombouctou ont chacune un taux de MAG supérieur à 10% alors que le taux de MAG est plus bas à Mopti (8%)<sup>139</sup>. Dans la région de Ménaka en particulier, l'un des principaux besoins rapportés est l'appui aux campagnes supplémentaires de vitamine A et de déparasitage pour contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel chez les enfants de moins de 5 ans<sup>140</sup>. Au niveau de Gao, un aperçu de la situation humanitaire réalisé par OCHA identifie comme l'un des besoins prioritaires en nutrition l'appui à la vaccination et en équipe mobile pour améliorer la couverture vaccinale et le renforcement de la surveillance épidémiologique<sup>141</sup>.

Au Burkina Faso, l'enquête nutritionnelle nationale de 2016 montre que les quatre régions frontalières en crise affichent une moyenne de prévalence MAG de 8% et une moyenne de MAS de 2%. Selon un rapport de situation humanitaire, plus de 50000 enfants risquent de souffrir de malnutrition aiguë sévère (MAS) en 2019 dans les quatre régions les plus touchées par l'insécurité, soit 42% des 133066 cas estimés dans le pays en 2019<sup>142</sup>. Les discussions réalisées avec le cluster nutrition au Burkina Faso dans le cadre de cette étude ont révélé que dans les communes du Centre Nord et du Sahel, les localités les plus affectées par la malnutrition sont Barsaloho, Djibo et Arbinda. Toujours selon le coordonnateur du cluster, les actions nécessaires pour répondre aux besoins sont entre autres la prise en charge de la malnutrition (dépistage, supervision et référencement), les actions de prévention, la promotion de l'alimentation du jeune enfant et de la mère et la supplémentation en micronutriments contre les carences.

Figure 2 : Prévalence (%) de la malnutrition aiguë globale et sévère chez les enfants de 0 à 59 mois au Niger et au Mali en 2018<sup>143</sup>



## Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, la crise a eu un impact important sur la disponibilité des ressources en eau. Les informations consolidées sur les trois pays montrent que deux facteurs principaux impactent les besoins en EHA : des facteurs préexistants à la crise sécuritaire liés aux conditions climatiques et aux pratiques d'assainissement ainsi que les déplacements qui exacerbent les besoins.

Cette zone frontalière est régulièrement touchée par la sécheresse et les régions de Tillabéri, Tahoua, Mopti, Centre-Nord et Sahel affichent tous un niveau de risque de sécheresse entre 5,9 et 8,3 sur une échelle de 1 à

<sup>139</sup> Ministère de la santé. Enquête nationale nutritionnelle SMART. Mali. 2018

<sup>140</sup> OCHA. Profil humanitaire région de Ménaka. Avril 2019

<sup>141</sup> OCHA. Profil humanitaire région de Gao. Mai 2019

<sup>142</sup> OCHA. Rapport de situation Burkina Faso. 11 Septembre 2019

<sup>143</sup> Résultats enquêtes nationales nutritionnelles SMART Niger. Mali. Données 2018

10<sup>144</sup>. Parallèlement, du fait de la faiblesse des infrastructures et des contraintes hydrogéologiques (profondeur excessive des nappes, zones de socle, déficit pluviométrique), la zone souffre d'un problème aigu d'approvisionnement en eau potable<sup>145</sup>. Par ailleurs, la population qui y réside est à majorité pastorale<sup>146</sup> ; la proximité entre les animaux et les populations usagères des points d'eau pose des difficultés en termes d'hygiène. En plus de ces facteurs antérieurs à la crise, les déplacements multiples ont exacerbé les besoins en EHA sur toute l'étendue de la zone frontalière : la présence des déplacés a accru la pression sur les ressources en eau et cela serait même l'une des causes de tensions intercommunautaires<sup>147</sup>. Dans les zones éloignées des points d'eau, les populations (surtout les filles et les garçons) parcourent de longues distances pour s'approvisionner en eau<sup>148</sup>.

Plus spécifiquement au Niger, les taux d'accès à l'eau potable sont de 74% pour la région de Tillabéri contre 68% pour la région de Tahoua<sup>149</sup>. Toutefois ; au sein des deux régions, il y a d'importants écarts et les départements les plus affectés par la crise affichent les taux d'accès les plus faibles : 36% de la population ont accès à l'eau potable à Tillia (Tahoua), 36% à Ayorou et 47% à Abala (Tillabéri)<sup>150</sup>. Cet accès à l'eau plus faible au niveau de ces départements qui accueillent le plus de déplacés montrent le fort impact de la crise sur l'accès à l'eau. En effet, les mouvements de population ont augmenté la pression sur les ressources en EHA existantes, déjà très faibles au Niger<sup>151</sup>. En termes d'assainissement, des IC rencontrés au Niger ont indiqué que la pratique de la défécation à l'air libre est l'une des préoccupations les plus importantes. Face à ces enjeux, toujours selon des IC, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et la sensibilisation des populations à l'hygiène et l'assainissement font partie des défis majeurs.

Au Mali, dans la région de Gao, 52% de la population totale n'a pas accès à l'eau potable<sup>152</sup> et 64,7% des localités n'ont pas accès aux latrines à Mopti<sup>153</sup>. Le changement climatique a réduit la disponibilité de l'eau et mis en compétition les communautés hôtes et les déplacés, ainsi que les éleveurs et leur bétail<sup>154</sup>. Dans les zones de conflit, les femmes, filles et garçons parcourent de longues distances à la recherche d'eau et sont davantage exposés aux violences des acteurs armés et aux explosifs de guerre abandonnés<sup>155</sup>. L'IC coordonnateur du cluster EHA au Mali considère le faible accès à l'eau dans plusieurs localités concernées par la crise comme un problème majeur et prioritaire en termes de besoins en EHA. Toujours selon le coordonnateur du cluster EHA, les regroupements des déplacés au niveau des points d'eau accroît la pression sur des ressources déjà limitées et provoque des pannes à répétitions ; par conséquent, les interventions en EHA devraient être des investissements importants dans des infrastructures de long terme.

Au Burkina Faso, dans la région Centre-Nord, 95% des ménages mettent plus d'une heure de trajet pour accéder à un point d'eau<sup>156</sup>. D'après l'IC coordonnateur du cluster EHA au Burkina Faso, dans la plupart des localités, l'accès à des infrastructures d'assainissement reste très faible et la défécation à l'air libre serait souvent le seul recours. Face à cette situation, les infrastructures d'approvisionnement en eau potable, les infrastructures d'assainissement d'urgence (latrines), la sensibilisation communautaire à l'hygiène font partie des besoins essentiels en EHA<sup>157</sup>.

<sup>144</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019

<sup>145</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019

<sup>146</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019

<sup>147</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection de janvier à mai 2019 sur la frontière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Mai 2019

<sup>148</sup> OCHA. Mali. Aperçu des besoins humanitaires. Décembre 2018

Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection de janvier à mai 2019 sur la frontière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Mai 2019

<sup>149</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Niger. Novembre 2018

<sup>150</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Niger. Novembre 2018

<sup>151</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires 2019. Niger. Novembre 2018

<sup>152</sup> OCHA. Profil humanitaire de la région de Gao. Mali. Mai 2019

<sup>153</sup> OCHA. Profil humanitaire de la région de Mopti. Mali. Février 2019

<sup>154</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires. Mali. Décembre 2018

<sup>155</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires. Mali. Décembre 2018

<sup>156</sup> Solidarités Internationales. Rapport d'évaluation de la situation des ménages PDI dans le domaine de l'EHA dans la région du Centre Nord. Burkina Faso. Août 2019

<sup>157</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire. Burkina Faso. Juillet 2019

## Abris

Dans la zone frontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, d'après quelques évaluations sectorielles, les abris semblent l'un des besoins prioritaires des populations déplacées, plus particulièrement au Mali et au Burkina Faso. Beaucoup de déplacés sont accueillis par des familles d'accueil ou occupent des abris en mauvais état. Selon des IC, ces enjeux suggèrent que les besoins les plus importants en termes d'abris sont la fourniture de kits d'abris ainsi que la réhabilitation d'abris endommagés, signalée au Niger en particulier.

Au Niger, la situation et les besoins en abris ne sont pas suffisamment documentés et le HNO 2019<sup>158</sup> annonce qu'il est urgent de faire des évaluations de besoins en abris à Tillabéri et à Tahoua afin de mieux informer les réponses humanitaires. Néanmoins, l'analyse de plusieurs rapports d'évaluation multisectorielles suggère une situation très préoccupante en termes d'abris. Par exemple, dans le département de Banibangou, suite à des mouvements de population dans les localités de Hamatey, Kabebangou, Banibangou et Sinégodar, parmi des centaines de personnes déplacées, aucun ne disposait d'un abri au mois de juillet 2019<sup>159</sup>. Quelques assistances en abris ont déjà été effectués en 2018 à Tillabéri et Tahoua ; cependant, beaucoup de kits en bâches déjà distribués sont dégradés par les intempéries et nécessitent un renouvellement<sup>160</sup>.

Au Mali, les abris constituent le deuxième besoin exprimé par les PDI (15,2%) dans les zones en crise de Mopti, Tombouctou et Gao après la sécurité alimentaire et la nutrition (75%)<sup>161</sup>. Les communautés hôtes ont hébergé des populations déplacées sans abris avec pour effet un surpeuplement (réduction de l'espace disponible par personne) au sein des abris<sup>162</sup>. Certains retournés et rapatriés retrouvent leurs logements endommagés ou pillés à leur retour et ne disposent pas des moyens nécessaires pour les réhabiliter ou les reconstruire<sup>163</sup>.

Au Burkina Faso, le déplacement accéléré aurait rapidement réduit le nombre d' abris disponibles<sup>164</sup>. Les abris constituent le deuxième besoin prioritaire pour les populations déplacées dans la province de Soum très affectée par la crise ; la majorité des ménages déplacés (59%) est hébergée par la communauté d'accueil<sup>165</sup>. Selon le coordonnateur du cluster abris au Burkina Faso, l'une des inquiétudes majeures en termes d'abris est que les déplacés utilisent des écoles comme abris ; ainsi se pose la problématique de relocation de ces déplacés avant la rentrée scolaire 2019.

## Education

La situation en termes d'éducation dans les régions frontalières en crise est alarmante avec 3033 écoles dysfonctionnelles du fait de la crise en août 2019 (fermées ou qui fonctionnent avec un personnel très réduit)<sup>166</sup>. Le Burkina Faso concentre un nombre très élevé d'écoles dysfonctionnelles avec une hausse remarquable entre mai et juin 2019 (de 908 à 2024 écoles) et la région Sahel présente la situation la plus critique<sup>167</sup>. La progression du nombre d'écoles dysfonctionnelles est restée stable au Niger et au Mali entre mai et août 2019. A l'échelle de la zone frontalière, les facteurs prépondérants de fermeture des écoles sont en lien avec la situation sécuritaire : les menaces sur le personnel enseignant, et l'arrêt de la fréquentation des écoles par les élèves et les enseignants comme mesure préventive face aux risques sécuritaires. En plus des causes liées au contexte sécuritaire, les

<sup>158</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Niger. Novembre 2018

<sup>159</sup> Acted. MSA. Banibangou. Localités Hamatey. Kabebangou. Banibangou. Juillet 2019 . Acted. MSA Banibangou. Localité Siné Godar. Juillet 2019

<sup>160</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse de monitoring de protection frontière Niger –Mali-Burkina Faso. Mai 2019

<sup>161</sup> HCR. OIM. Matrice de suivi des déplacements. Mali. Juin 2019

<sup>162</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Mali. Décembre 2018

<sup>163</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Mali. Décembre 2018

<sup>164</sup> OCHA. Rapport de situation Burkina Faso. Septembre 2019

<sup>165</sup> HCR. Profilage des personnes déplacées internes dans la province du Soum. Burkina Faso. Mars 2019

<sup>166</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire. Burkina Faso, Mali, Niger. Août 2019

<sup>167</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire. Burkina Faso, Mali, Niger. Août 2019

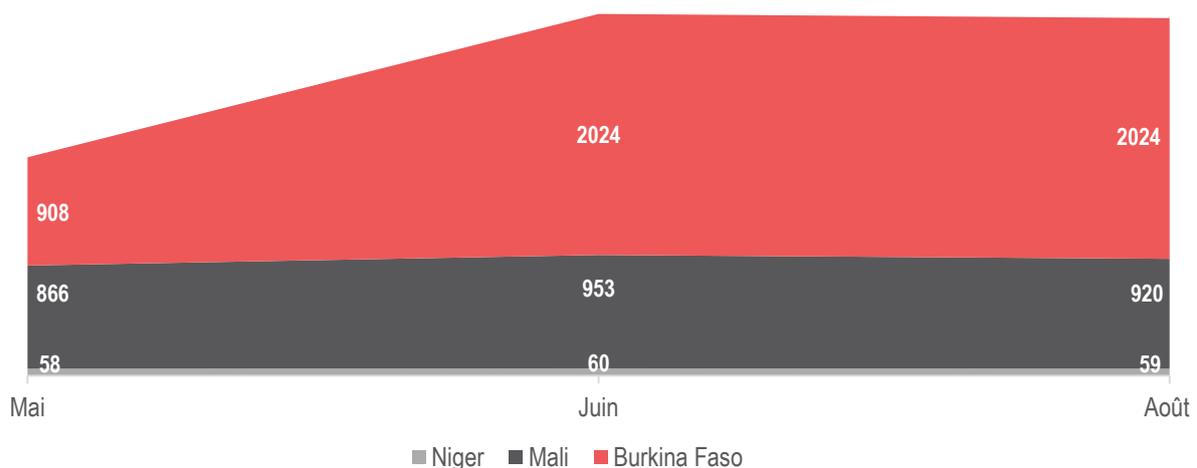
barrières culturelles et le travail des enfants font partie des difficultés relatives à la scolarisation des enfants et au bon fonctionnement du système éducatif.<sup>168</sup>

Au Niger, les problèmes constatés pour le secteur de l'éducation à Tillabéri et Tahoua sont notamment la dégradation des infrastructures scolaires du fait de l'insécurité ; la cessation de fréquentation de certaines écoles pour raisons sécuritaires, mais également en raison de barrières culturelles ainsi que le départ des enseignants pour des raisons de sécurité et les menaces des groupes armés sur le personnel enseignant<sup>169</sup>. Compte-tenu de la situation, les besoins les plus urgents en termes d'éducation à Tillabéri et Tahoua sont la mise en place de comités de gestion des écoles en situation d'urgence dans les zones<sup>170</sup> ; l'appui psychosocial des enseignants et des élèves et la mobilisation des enseignants. En plus de ces besoins, l'IC coordonnateur du cluster éducation au Niger considère qu'il y a un besoin d'appui en infrastructures étant donné que de nombreuses écoles sont en très mauvais état, les fournitures scolaires et la sensibilisation des parents et des communautés pour contourner les barrières culturelles qui freinent l'accès à l'école.

Au Mali, 920 écoles situées dans les régions de Tombouctou, Ménaka, Gao et Mopti n'étaient plus fonctionnelles au mois d'août 2019<sup>171</sup>. Les difficultés d'accès à l'école chez les enfants déplacés et de la population hôte dans ces régions maliennes en crise sont entre autres le manque de moyens, la fermeture des écoles, l'éloignement de l'école, l'absence d'enseignants et le manque d'intérêt pour la scolarisation des enfants<sup>172</sup>.

Au Burkina Faso, plus de la moitié des établissements fermés sont situés dans la région du Sahel (province de Soum) durement frappée par la violence<sup>173</sup>. Comme signalé dans les besoins en abris, l'IC coordonnateur du cluster éducation au Burkina Faso a rappelé que la situation est d'autant plus préoccupante que certaines écoles servent d'abris provisoires à des déplacés dans les régions du Sahel et Centre-Nord. Toujours selon le coordonnateur du cluster, les priorités identifiées en termes de besoins sont la recherche de solutions pour la relocalisation des déplacés installés dans les écoles, la mise en place de cours temporaires et la distribution de matériel pédagogique ainsi que la formation des enseignants à la consolidation de la paix et au soutien social.

Figure 3 : évolution du nombre d'écoles dysfonctionnelles dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso de mai à août 2019<sup>174</sup>



<sup>168</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019

<sup>169</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019

<sup>170</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019

<sup>171</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire. Burkina Faso, Mali, Niger. Août 2019

<sup>172</sup> HCR.OIM. Matrice de suivi de déplacements. Juin 2019

<sup>173</sup> OCHA. Burkina Faso : rapport de situation. Septembre 2019

<sup>174</sup> OCHA. Aperçu humanitaire. Burkina Faso, Niger et Mali. Mai. Juin. Août 2019

## Santé

Dans la zone frontalière, la crise a entraîné un repli des agents de santé vers les centres urbains suite aux attaques et assassinats ciblés et la fermeture de centres de santé<sup>175</sup>. Au total, 114 centres de santé sont dysfonctionnels sur toute l'étendue de la zone en août 2019 dont 9% de ces centres au Niger, 58% au Mali et 33% au Burkina Faso<sup>176</sup>. De fait, le Mali semble plus affecté par les conséquences de la situation sécuritaire sur le fonctionnement des centres de santé<sup>177</sup>. Les causes du dysfonctionnement des centres de santé sont le retrait du personnel médical comme mesure préventive ou à la suite d'incidents sécuritaires ainsi que les mesures de l'état d'urgence qui imposent le couvre-feu et la limitation de circulation des véhicules, y compris les ambulances<sup>178</sup>. Par conséquent, ces facteurs compliquent l'accès aux soins chez les populations sur toute l'étendue de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

Au Niger, le taux de couverture sanitaire<sup>179</sup> est faible avec respectivement 51% et 47%<sup>180</sup> et d'après l'IC coordonnateur du cluster santé au Niger, ces deux régions sont situées dans la ceinture de la méningite, ce qui expose les populations à un risque d'épidémie de méningite. Toujours selon le coordonnateur du cluster, les déplacements ont comme conséquences la perte des moyens de subsistance et l'appauvrissement de la population qui peine à payer les soins sanitaires. De plus, la présence des déplacés augmente la pression sur les services de santé ; par conséquent, il n'y a pas assez de personnel de santé pour la prise en charge des populations. De plus, le contexte sécuritaire a empiré le dysfonctionnement des services de santé avec la fermeture de certains services situés dans des zones à haut risque ; la crainte d'être enlevés par les ravisseurs aurait contraint certains agents à quitter certaines zones<sup>181</sup> ; d'où la fermeture de 11 centres de santé à Tillabéri et Tahoua<sup>182</sup>. Face à ces problématiques, l'IC coordonnateur du cluster santé a rapporté que les besoins structurels en santé sont la gestion des risques épidémiques, les médicaments et la mobilisation de personnel dans les centres de santé.

Au Mali, la crise augmente la pression sur les services sanitaires et complique davantage l'accès aux soins de santé. Dans la région de Ménaka, l'accès aux soins semble très faible avec un ratio d'un médecin pour 122115 personnes, tandis que ce ratio est d'un médecin pour 17355 personnes à Tombouctou<sup>183</sup>. Les cercles suivants sont considérés comme ayant les besoins les plus sévères en santé au Mali : Goundam, Niafunké et Tombouctou (région de Tombouctou), Bourem et Gao (région de Gao), Mopti, Youwarou, Koro, Bandiagara et Bankass (région de Mopti) et Tinessakou (région de Kidal)<sup>184</sup>. La crise dans les régions du nord et du centre aurait davantage réduit l'accès aux soins de santé et la présence du personnel médical<sup>185</sup> : le contexte sécuritaire délétère a causé le dysfonctionnement de 66 centres de santé au Mali<sup>186</sup>. En effet, entre avril 2018 et avril 2019, 18 attaques contre des centres de santé ont été rapportées au Mali, dont la moitié ont eu lieu dans la région de Gao ; 15 membres du personnel de santé ont été blessés lors de ces attaques<sup>187</sup>. Le dysfonctionnement de certains services de santé du fait de la crise empêche aux femmes dans certaines localités de bénéficier d'un suivi ou d'une assistance approprié(e) pendant leur grossesse et/ou au cours de leur accouchement. Les incidents ciblant les infrastructures sanitaires, le personnel et les équipements (particulièrement les ambulances et équipes mobiles) dans les régions du nord réduisent de plus en plus l'accès aux personnes vulnérables ayant besoin de soins de santé<sup>188</sup>.

<sup>175</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Avril 2019

<sup>176</sup> OCHA. Aperçu humanitaire Niger. Mali. Burkina Faso. Août 2019

<sup>177</sup> OCHA. Aperçu humanitaire Niger. Mali. Burkina Faso. Août 2019

<sup>178</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Niger. Novembre 2019

<sup>179</sup> Présence de centres de santé par district sanitaire/région

<sup>180</sup> OCHA. Niger. Aperçu des besoins humanitaires. Novembre 2018

<sup>181</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali. Burkina Faso. Mai 2019

<sup>182</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire. Burkina Faso, Mali, Niger. Août 2019

<sup>183</sup> OCHA. Profil humanitaire de la région de Tombouctou. Mali. Mars 2019

<sup>184</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Mali. Novembre 2018

<sup>185</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Mali. Novembre 2018

<sup>186</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire. Burkina Faso, Mali, Niger. Août 2019

<sup>187</sup> Cluster santé. Bulletin d'information. Mali. Mars 2019

<sup>188</sup> Cluster santé. Bulletin d'information. Mali. Mars 2019

Au Burkina Faso, la crise sécuritaire a entraîné la fermeture de beaucoup de centres de santé tandis que les prestations ont été considérablement affectées dans des centres de santé encore fonctionnels<sup>189</sup> : 37 centres de santé ne sont plus fonctionnelles au Burkina Faso<sup>190</sup> en août 2019 et près de 626000 personnes n'ont plus accès ou ont un accès limité aux services de santé<sup>191</sup>. L'IC coordonnateur du cluster santé au Burkina Faso considère que le transfert de patients vers des centres de santé plus développés se fait de plus en plus difficilement dû au manque d'ambulances; de nombreux véhicules ont été saisis ou incendiés par des groupes armés, et des évacuations sanitaires sont assurées par les communautés et les patients eux-mêmes<sup>192</sup>. Cette situation est exacerbée par les restrictions de mouvements liées aux couvre-feux et autres décisions administratives, en particulier dans le Sahel et dans l'Est<sup>193</sup>. Selon l'IC coordonnateur du cluster santé au Burkina Faso, les besoins les plus importants, surtout dans les régions Sahel et Centre-Nord sont le recrutement de personnel médical, les médicaments, le matériel médico technique et le renforcement de l'offre de soins aux PDI et aux familles hôtes.

Figure 4 : évolution du nombre de centre de santé dysfonctionnels de mai à août 2019 dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso<sup>194</sup>

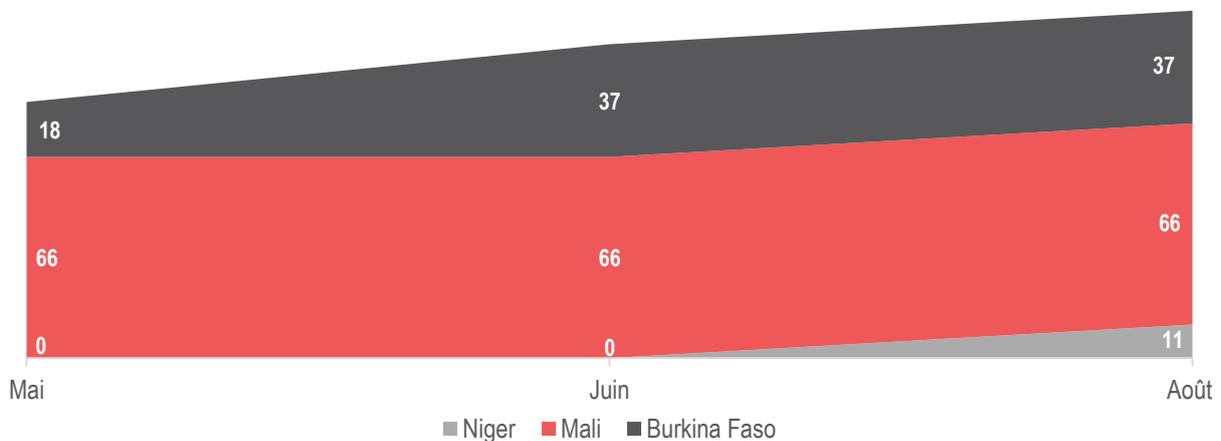


Tableau 3 : synthèse des besoins humanitaires multisectoriels dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso

<b>Protection</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les incidents sécuritaires/ou de protection les plus fréquents sont les attaques armées, les enlèvements, les vols et pillages et les agressions physiques</li> <li>• Les problématiques de protection majeures sont les incidents sécuritaires qui affectent les civils, les difficultés d'accès à la documentation légale et aux services sociaux de base (nourriture, santé, éducation), les conflits intercommunautaires (davantage fréquents au Mali)</li> <li>• Les préoccupations majeures en termes de protection de l'enfance sont notamment les incidents de protection qui affectent les enfants, l'enrôlement des enfants dans les groupes armés (davantage accentué au Mali), les difficultés d'enregistrement des naissances</li> </ul>
-------------------	--

<sup>189</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire révisé. Burkina Faso. Juillet 2019

<sup>190</sup> OCHA. Aperçu de la situation humanitaire. Burkina Faso, Mali, Niger. Août 2019

<sup>191</sup> OCHA. Rapport de situation. Burkina Faso. Septembre 2019

<sup>192</sup> OCHA. Rapport de situation. Burkina Faso. Septembre 2019

<sup>193</sup> OCHA. Rapport de situation. Burkina Faso. Septembre 2019

<sup>194</sup> OCHA. Aperçu humanitaire. Burkina Faso, Niger et Mali. Mai. Juin 2019

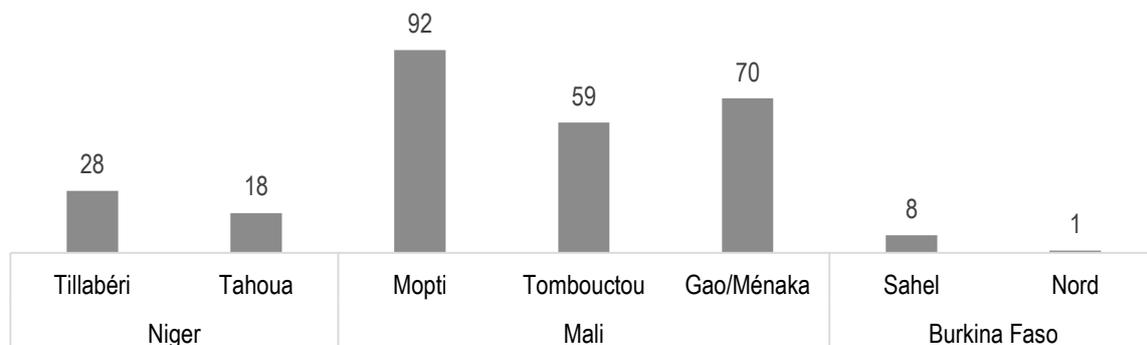
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les problématiques majeures de VBG répertoriés au niveau de la zone frontalière sont les incidents de protection qui affectent la population générale dont les femmes (agressions, enlèvements), la persistance des mariages précoces/forcés</li> </ul>
<b>Sécurité alimentaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur toute l'étendue de la zone frontalière, le Niger concentre 41% des personnes en phase 3 à 4 d'insécurité alimentaire contre respectivement 29% et 30% au Mali et au Burkina Faso</li> <li>• La zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso est caractérisée par des aléas climatiques et physiques comme la sécheresse et les inondations et la crise a exacerbé les besoins en sécurité alimentaire en raison de ces facteurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La perte/diminution des moyens d'existence des familles</li> <li>○ La limitation de circulation imposée par l'état d'urgence</li> <li>○ Les problèmes de disponibilité des produits dans les marchés (limitation de circulation des marchandises ; baisse de production)</li> <li>○ Les familles hôtes partagent leurs réserves alimentaires avec les déplacés – ce qui complique la situation alimentaire de l'ensemble</li> </ul> </li> </ul>
<b>Nutrition</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La situation nutritionnelle dans la zone frontalière est préoccupante avec 400000 enfants de 0 à 59 mois en situation de malnutrition sévère dans cette zone</li> <li>• Les régions frontalières au Niger et au Mali ont des prévalences de MAG supérieures à 10%</li> <li>• Les quatre régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire au Burkina Faso (Nord, Sahel, Centre-Nord, Est) concentrent 42% des 133066 cas de malnutrition sévère estimés dans le pays pour l'année 2019</li> </ul>
<b>EHA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La crise sécuritaire et les déplacements qui en ont découlé ont augmenté le besoin d'approvisionnement en eau potable qui était déjà difficile dans cette zone frontalière en raison de la sécheresse, la faiblesse des infrastructures d'eau et les contraintes hydrogéologiques (profondeur excessive des nappes, zones de socle, déficit pluviométrique) ; les déplacements ont augmenté les besoins en EHA du fait de la pression croissante sur les ressources en eau</li> <li>• En termes d'assainissement, l'une des problématiques majeures est la persistance de la pratique de la défécation à l'air libre dans la zone frontalière</li> </ul>
<b>Abris/BNA</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au Niger, il y a un important besoin de réhabilitation de kits d'abris déjà distribués mais qui sont endommagés.</li> <li>• Au Mali, les abris constituent le deuxième besoin exprimé par les PDI dans les zones en crise de Mopti, Tombouctou et Gao du fait du manque d'abris pour de nombreux déplacés qui vivent avec les populations hôtes</li> <li>• Au Burkina Faso, l'une des inquiétudes majeures en termes d'abris est l'utilisation des écoles comme abris provisoires par des déplacés</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans la zone frontalière, 3033 écoles sont dysfonctionnelles du fait de la crise sécuritaire ; le Burkina Faso comptabilise un nombre très élevé de ces écoles dysfonctionnelles avec une hausse remarquable entre mai et juin 2019 (de 908 à 2024 écoles)</li> </ul>

<p><b>Education</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En parallèle à la situation sécuritaire, les autres difficultés sont le manque de fournitures scolaires, l'éloignement des écoles et les barrières culturelles (manque d'intérêt pour la scolarisation des enfants ; rejet de l'éducation occidentale, le travail domestique des enfants et plus particulièrement des filles)</li> </ul>
<p><b>Santé</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, 114 centres de santé ont été répertoriés comme dysfonctionnels et 58% de ces centres sont au Mali, 33% au Burkina Faso et 9% au Niger</li> <li>Les difficultés d'accès aux soins qui ont rapportées par les IC sont le manque de revenus pour accéder aux soins, le déplacement des personnes dans des localités parfois éloignées des centres de santé, la baisse du personnel de santé dans des localités à haut risque sécuritaire</li> </ul>

## Présence des acteurs humanitaires

L'aperçu sur la présence des acteurs humanitaires montre qu'en février 2019, il y avait davantage d'acteurs opérationnels au Mali qu'au Niger et au Burkina Faso ; ce qui s'explique en partie par l'ancienneté et l'étendue de la zone en crise au Mali<sup>195</sup> ; néanmoins, ces informations ont pu changer depuis les 6 mois qui précèdent cette évaluation. Les chiffres de février 2019 ont été considérés pour permettre la comparabilité des résultats car la temporalité des informations sur la présence des acteurs humanitaires diffère en fonction des pays. Les quatre secteurs d'intervention ayant une plus forte présence opérationnelle dans la zone frontalière sont la sécurité alimentaire, la protection, la santé/nutrition et l'EHA ; en revanche, les secteurs ayant moins d'acteurs humanitaires présents sont l'éducation et les abris <sup>196</sup>.

Figure 4 : présence opérationnelle des acteurs humanitaires dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso en février 2019<sup>197</sup>



En fin mai 2019 au Niger, 48 organisations opérationnelles ont été répertoriés à Tillabéri et 35 organisations à Tahoua<sup>198</sup>. A Tillabéri, les trois secteurs d'intervention ayant un nombre plus élevé d'organisations humanitaires qui y opèrent sont par ordre d'importance l'EHA, la sécurité alimentaire et la protection tandis qu'à Tahoua, les secteurs d'intervention les plus représentés sont la santé et la sécurité alimentaire.

<sup>195</sup> OCHA.3W des activités humanitaires. Liptako-Gourma. Février 2019

<sup>196</sup> OCHA.3W des activités humanitaires. Liptako-Gourma. Février 2019. OCHA. Mali. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Mai 2019. OCHA. Niger. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Mai 2019

<sup>197</sup> OCHA. 3W des activités humanitaires. Liptako-Gourma. Février 2019. Pour le Burkina Faso seules les régions Nord et Sahel ont été considérées dans cette matrice 3W.

<sup>198</sup> OCHA. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Niger. Mai 2019

Au Mali, fin juin 2019, il y avait plus d'organisations humanitaires ayant une présence opérationnelle dans la région de Tombouctou (51), suivie de Mopti (50) puis de Gao/Ménaka (44)<sup>199</sup>. A l'image de Tillabéri au Niger, les secteurs d'intervention humanitaire avec un plus grand nombre d'organisations opérationnelles sont la sécurité alimentaire, la protection et l'EHA<sup>200</sup>. En revanche, il y a moins d'acteurs qui interviennent dans les secteurs des abris, de l'éducation et de la santé qui sont également très affectés par la crise avec le dysfonctionnement de structures éducatives et sanitaires au Mali. Par ailleurs, la présence plus accrue des acteurs humanitaires au Mali qu'au Niger et au Burkina Faso ne signifie pas pour autant qu'il y a moins de lacunes d'intervention, mais potentiellement une sévérité des besoins.

Au Burkina Faso, en août 2018, 69 acteurs humanitaires ont été répertoriés dans les régions Centre, Nord, Sahel, Centre-Nord et Est<sup>201</sup>. Les régions Sahel et Centre-Nord comptent une plus forte présence opérationnelle compte-tenu de la sévérité de la crise dans ces deux régions. Les secteurs répertoriés comme ayant un plus grand nombre d'acteurs opérationnels sont respectivement la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire, l'EHA et la protection<sup>202</sup>. Comme observé précédemment pour le Mali, la présence des acteurs en abris et en éducation y est moins marquée alors que les besoins sont très importants dans ces deux secteurs au Burkina Faso.

Tableau 4 : récapitulatif de la présence des acteurs humanitaires dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso

- Au Niger, en mai 2019, 48 organisations opérationnelles ont été répertoriés à Tillabéri et 35 organisations à Tahoua.
- Au Mali, en juin 2019, il y avait plus d'organisations humanitaires ayant une présence opérationnelle dans la région de Tombouctou (51), suivie de Mopti (50) puis de Gao/Ménaka (44).
- Au Burkina Faso, en août 2019, 69 acteurs humanitaires ont été répertoriés dans les régions Centre, Nord, Sahel, Centre-Nord et Est. Les régions Sahel et Centre-Nord comptent une plus forte présence opérationnelle.
- Les secteurs d'intervention humanitaire ayant le plus d'acteurs opérationnels sont la sécurité alimentaire, la santé, l'EHA et la protection et les secteurs sous représentés sont les abris et l'éducation

## Limites de l'accès humanitaire

Cette partie donne un aperçu non exhaustif des limites de l'accès humanitaire et des facteurs à l'origine des difficultés d'accès humanitaire dans certaines parties de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Les facteurs prépondérants dans les contraintes à l'accès humanitaire sont la présence de groupes armés, la criminalité, les limitations de mouvement liées à l'état d'urgence (interdiction des motos, obligation de rejoindre les chefs-lieux avant 18h), les opérations militaires et les conditions géographiques et climatiques difficiles dans certaines zones.

Dans la zone frontalière côté Niger, l'activisme des groupes armés et les mesures de l'état d'urgence limitent le champ d'accès des humanitaires pour y conduire des évaluations des besoins et fournir de l'aide de façon appropriée<sup>203</sup>. Les zones considérées à haut risque pour les populations et les acteurs humanitaires sont situés à environ 25 km de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso. Des IC actifs dans les régions de Tillabéri et Tahoua ont rapporté que du côté de la frontière avec le Mali, les localités difficiles d'accès se trouvent dans le département

<sup>199</sup> OCHA. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Mali. Juin 2019

<sup>200</sup> OCHA. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Mali. Juin 2019

<sup>201</sup> OCHA. Burkina Faso. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaires. Août 2019

<sup>202</sup> OCHA. Mali. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Août 2019

<sup>203</sup> OCHA. Niger. Plan de réponse humanitaire. Décembre 2018

de Tillia (région de Tahoua) et dans le département de Banibangou en particulier (région de Tillabéri). Au niveau de la région de Tillabéri, les acteurs humanitaires peinent à aller au-delà d'Ayorou vers la frontière avec le Mali du fait de la présence des groupes armés à la frontière entre le Mali et Banibangou dans la région de Tillabéri. Toujours selon des IC, dans la région de Tahoua, la criminalité (coupeurs de route, pillage) limiterait l'accès humanitaire dans les localités situées près de la frontière dans le département de Tillia. En plus de ces contraintes sécuritaires, des contraintes liées au manque d'infrastructures routières compliquent également l'accès humanitaire. Pendant la saison sèche, les localités de Tillabéri seraient relativement accessibles ; à l'inverse, pendant la saison des pluies, des localités situées en particulier à Banibangou, Sinegodar, Tillia, Inates seraient difficilement accessibles pour les humanitaires et les populations en raison du caractère vallonné de la région (première vallée au niveau de Garbey). Du côté de la frontière nigérienne avec le Burkina Faso, les localités à risque sont situées à proximité de la frontière à Tera et Torodi. En plus de la présence de groupes armés, les conditions environnementales et le manque d'infrastructures compliquent l'accès difficile à certaines localités, notamment les pluies, la forêt et les routes marécageuses.

Au Mali, les localités dont l'accès est difficile pour les acteurs humanitaires sont situées au centre (Ségou, Mopti) et au nord (Ménaka)<sup>204</sup>. Les contraintes comprennent des limites à la liberté de mouvements (par exemple : postes de contrôle parfois difficiles à franchir, contraintes administratives), les contraintes environnementales (par exemple liées aux infrastructures et à l'environnement), l'intimidation des humanitaires et les risques liés aux engins explosifs<sup>205</sup>. Si les acteurs humanitaires ne sont pas spécifiquement visés par les groupes armés pour des raisons politiques ou idéologiques, ils peuvent toutefois être ciblés par la criminalité<sup>206</sup>.

- Région de Mopti : les violences intercommunautaires et la présence d'acteurs armés dans les cercles de Koro et de Bankass et au sud de Bandiagara ont des répercussions sur l'accès des organisations humanitaires : présence de postes de contrôle, criminalité et engins explosifs improvisés. Dans les cercles de Tenenkou, Youwarou et Douentza, les difficultés sont liées à la présence de groupes armés<sup>207</sup>.
- Gao et Ménaka : dans ces deux régions en particulier, les zones les plus difficiles à atteindre pour les humanitaires sont les zones d'opérations militaires et d'affrontements armés<sup>208</sup> situées à proximité de la frontière avec le Niger.
- Tombouctou: les opérations militaires dans le Gourma-Rharous, contribuent à retarder les activités des humanitaires en plus de la criminalité<sup>209</sup>.

Au Burkina Faso, l'activisme des groupes armés non étatiques et l'état d'urgence limite grandement le champ d'accès des humanitaires<sup>210</sup>. Des IC qui travaillent pour des ONG présentes dans les régions ont révélé que les capitales régionales du Centre-Nord, le Nord et l'Est (Kaya, Ouahigouya, Fada) sont accessibles aux acteurs humanitaires ; en outre, les localités situées aux frontières avec le Niger et le Mali seraient plus difficiles d'accès. Toujours d'après ces IC, dans la région Sahel, des opérations militaires sont en cours dans les villes de Djibo et Dori ; au-delà de ces villes, le Sahel en général serait difficile d'accès aux acteurs humanitaires à cause de la situation sécuritaire délétère caractérisé par des attaques armées, des enlèvements et des intimidations.

<sup>204</sup> OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

<sup>205</sup> OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

<sup>206</sup> OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

<sup>207</sup> OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

<sup>208</sup> OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

<sup>209</sup> OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

<sup>210</sup> OCHA. Plan de réponse humanitaire révisé. Burkina Faso. Juillet 2019

Carte 4 : accès humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso

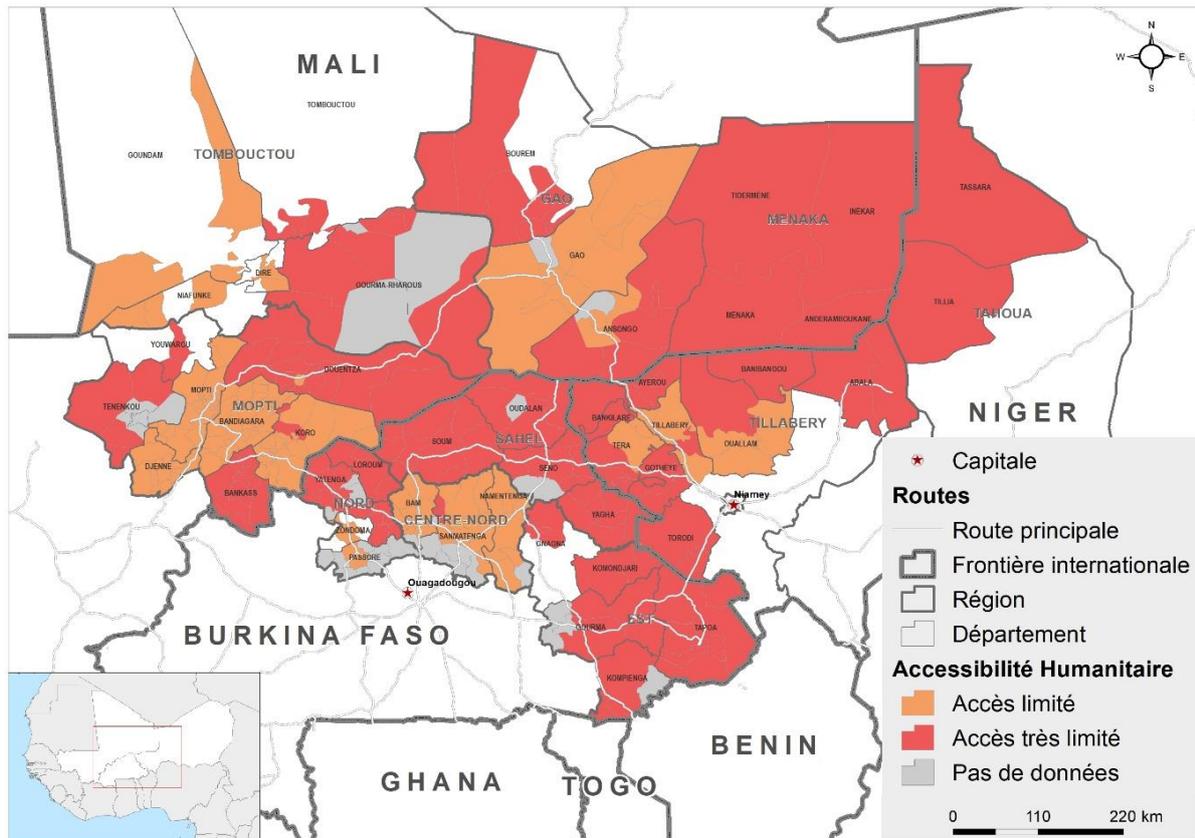


Tableau 5 : récapitulatif des limites de l'accès humanitaire

<b>Accès humanitaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les zones difficiles d'accès pour les acteurs humanitaires             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Niger : zones situés à environ 25 km de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso</li> <li>○ Mali : cercles de Tenenkou, Youwarou et Douentza (Mopti) ; les zones d'opérations militaires et d'affrontements armé (Gao) ; la région de Ménaka ; le Gourma-Rharous (Tombouctou)</li> <li>○ Burkina Faso : la région Sahel en général et les localités de la région Est situées à proximité de la frontière avec le Niger</li> </ul> </li> <li>• Deux types de facteurs limitant l'accès humanitaire ont été identifiés :             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La situation sécuritaire : présence de groupes armés, criminalité, postes de contrôle, limitations de circulation liées à l'état d'urgence, engins explosifs (Mopti/Gao en particulier), opérations militaires</li> <li>○ Les conditions géographiques et environnementales : mauvais état des infrastructures (pistes non aménagées ; routes vallonnées, inondations, pluies)</li> </ul> </li> </ul>
--------------------------	---

### Situation en termes d'information sur la situation humanitaire

La limitation de circulation des personnes et les difficultés d'accès humanitaire impactent l'identification des besoins des populations affectées dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. D'après les informations fournies par les IC, plus l'accès humanitaire est difficile dans les localités, plus il y a des lacunes d'information qui nuisent à la planification de réponses adaptées aux besoins.

## Systèmes de collecte d'information existants

Les acteurs humanitaires s'appuient sur des systèmes de collecte d'information existants dans cette zone frontalière afin de préparer leurs interventions. Les systèmes de collecte de données répertoriés sont notamment :

- Les MSA et les ERP déployés dans le cadre du mécanisme RRM
- Les données du HCR sur les réfugiés et les PDI
- Les rapports de monitoring de protection
- Le DTM déployé par l'OIM
- Les bulletins d'information et les bulletins d'analyse de la situation humanitaire produits par OCHA
- Le cadre harmonisé pour la sécurité alimentaire et la nutrition et les données du MVAM
- Les enquêtes nutritionnelles nationales et quelques évaluations sectorielles

Toutefois, malgré ces systèmes de collecte d'information, il existe des lacunes en termes d'information selon les secteurs et selon les régions.

## Lacunes d'information

D'après les entretiens avec les IC et les lacunes identifiées lors de la revue des données secondaires, les lacunes d'information communes aux trois pays touchent notamment à quelques aspects plus approfondis sur les déplacements : l'occurrence de mouvements secondaires ainsi que les principaux axes de déplacement (en particulier les localités d'origine des déplacés) et les intentions de retour. En plus des déplacements, des lacunes d'information multisectoriels ont été constatés dans les localités non couvertes par les évaluations MSA et ERP ; en outre, dans les localités déjà évaluées dans le cadre des MSA, les acteurs humanitaires manquent d'information sur les besoins suite aux interventions menées dans le cadre du RRM.

Au Niger, de manière générale, les informations sur la bande frontalière entre le Mali et le Burkina Faso gagneraient à être renforcées car le volume d'information sur les besoins humanitaires est insuffisant en fonction des secteurs. Selon des IC, il y a globalement moins d'informations sur Tahoua que sur Tillabéri en raison des conditions physiques/géographiques difficiles et du mauvais état des infrastructures dans les localités de Tillia les plus proches de la frontière avec le Mali. En plus de ces lacunes d'information au niveau des zones, les entretiens avec les IC et la revue des données secondaires ont permis d'identifier ces lacunes d'information :

- La géolocalisation des infrastructures de base présentes dans les régions de Tillabéri et de Tahoua ainsi que leur distance par rapport aux localités qui accueillent des réfugiés et des PDI.
- Le profilage des déplacés (nomades ou déplacement forcé du fait de la crise), la durée des déplacements et l'occurrence des mouvements secondaires)
- Les types d'abris qui existent dans les localités d'accueil, la disponibilité des matériaux de construction à Tillabéri et Tahoua, l'accès aux marchés pour se procurer ces articles et l'appréciation des populations sur les interventions déjà fournies.
- L'accès et l'environnement protecteur au niveau des écoles
- Les modifications d'habitudes alimentaires du fait de la crise ainsi que la disponibilité des articles alimentaires dans les marchés
- L'existence et l'état des latrines

Au Mali, des entretiens avec des IC ont montré que sur le plan géographique, les lacunes d'information sur la zone frontalière concernent davantage les cercles de Gourma-Rharous (Tombouctou), Ansongo (notamment la zone de Ouatagoune à la frontière avec le Niger). Pour le secteur de la protection, des lacunes d'information ont été identifiées à propos des déplacements : il s'agit notamment des informations sur les zones de départ des déplacés,

les itinéraires de déplacement ainsi que l'occurrence des mouvements secondaires/multiples. Hormis les déplacements, dans le secteur de la sécurité alimentaire en particulier, des lacunes d'information sont relatives aux mouvements transfrontaliers saisonniers et leur impact sur les moyens de subsistance

Au Burkina Faso, les lacunes d'information s'observent dans les zones difficilement accessibles aux acteurs humanitaires : il s'agit par exemple d'Arbinda et de Gorom Gorom dans la région Sahel. Dans les régions en crise au Burkina Faso, beaucoup d'informations sur les déplacements et la situation humanitaire sont centralisées par le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). Pour autant, d'après des IC, la gestion de l'information menée par le CONASUR pourrait être soutenue, renforcée et améliorée notamment en termes d'analyse, de communication et de partage des informations. En ce qui concerne l'accès à l'eau, selon des IC, les lacunes d'information sont les capacités des pompes à eau tandis qu'en matière d'hygiène et d'assainissement, il n'y aurait pas suffisamment d'informations sur les pratiques d'hygiène.

### Perspectives en termes de collecte d'information

Face à ces lacunes d'information, il existe des perspectives d'élargissement/amélioration des systèmes de collecte d'information dans chacun des trois pays.

Au Niger, selon des IC, il y a des perspectives d'amélioration et d'élargissement de la zone de couverture du monitoring de protection au niveau des frontières entre le Mali et le Burkina Faso. En parallèle, le cluster sécurité alimentaire compterait mettre en place un système MVAM permettant de faire un suivi régulier de la sécurité alimentaire à Tillabéri et Tahoua.

Au Mali, des IC ont révélé qu'il y aurait des projets en cours pour renforcer le suivi de la situation de protection à travers :

- Le monitoring des passages frontaliers
- Le renforcement du monitoring de protection au Mali par un réseau de points focaux ;
- La production de flash update mensuels sur les violations des droits humains.

Au Burkina Faso, le CONASUR centralise beaucoup d'informations sur la situation des déplacés. Cette entité affiche une volonté d'amélioration du système de collecte et de partage des informations.

Tableau 6 : situation en termes d'information sur la situation humanitaire

<b>Systèmes de collecte d'information existants</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Systèmes de collecte :<ul style="list-style-type: none"><li>○ Evaluations multisectorielles (MSA)</li><li>○ Evaluations Rapides de protection ERP</li><li>○ Données statistiques du HCR sur les réfugiés et les déplacés internes</li><li>○ Rapports de monitoring de protection</li><li>○ DTM</li><li>○ Bulletins d'information et bulletins d'analyse de la situation humanitaire</li><li>○ Cadre harmonisé pour la sécurité alimentaire et la nutrition</li><li>○ Enquêtes nutritionnelles nationales</li><li>○ Evaluations sectorielles</li></ul></li></ul>
---	---

**Lacunes  
d'information**

- Quelques aspects relatifs aux déplacements :
  - Occurrence des mouvements secondaires
  - Principaux axes de déplacement (en particulier les localités d'origine des déplacés)
  - Durée sur les sites (très important pour le cluster abris) /intentions de retour
- Lacunes d'information multisectoriels
  - Moins d'informations dans les localités non couvertes par les évaluations MSA
  - Moins d'information dans les zones dont l'accès humanitaire est très limité
  - Dans les localités déjà évaluées dans le cadre des MSA, manque d'information sur les besoins après les interventions RRM

## CONCLUSION

Ce rapport d'analyse des besoins préliminaires a permis de faire un état des lieux des informations disponibles sur la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

Sur toute l'étendue de la zone frontalière, le nombre de déplacés s'élève à plus de 475000 personnes et le Burkina Faso, notamment la région Sahel accueille plus de déplacés que les autres régions (127 477), suivie de la région de Mopti au Mali (57 994) et de la région de Tillabéri au Niger (55 000)<sup>211</sup>. Le volume de déplacements a progressé d'une façon exponentielle au cours de ces dernières années et les déplacements seraient surtout motivés par des considérations sécuritaires<sup>212</sup>. Les déplacements exacerbent les besoins humanitaires des populations hôtes et déplacées dans plusieurs secteurs : la protection, la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, l'EHA, les abris et l'éducation. Les données secondaires consultées et les entretiens réalisés montrent qu'il existe des écarts significatifs en termes de besoins en fonction des pays et régions frontalières et en fonction des secteurs d'intervention humanitaire. Ainsi, les régions de Tillabéri et de Tahoua au Niger semblent davantage affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition et la région de Tahoua en particulier affiche le taux le plus élevé de de malnutrition aigüe (MAG) estimé à 16,4%<sup>213</sup>. En revanche, le Mali semble davantage affecté par la situation sécuritaire et ses conséquences en termes de protection du fait de la fréquence plus élevée des incidents sécuritaires et des conflits intercommunautaires. Au Burkina Faso, le secteur de l'éducation semble subir les conséquences de la crise davantage que le Niger et le Mali avec la fermeture croissante des écoles qui préoccupent les acteurs humanitaires d'autant plus que beaucoup d'écoles servent d'abris provisoires à des déplacés, situation qui affecte également le secteur des abris.

Les acteurs humanitaires sont confrontés à de nombreuses difficultés pour fournir une réponse adaptée, principalement liées aux lacunes d'information et aux difficultés d'accès humanitaire. Parmi les lacunes d'information qui affectent la fourniture d'une réponse humanitaire adaptée aux besoins, figurent notamment certains aspects relatifs aux déplacements (le profilage des déplacés, l'occurrence des mouvements secondaires), la situation en termes d'abris et de sécurité alimentaire, l'accès aux services de base, l'accès et l'environnement protecteur des écoles. Ces lacunes sont plus intensifiées dans les zones les plus difficiles d'accès pour les acteurs humanitaires dont les localités situées à environ 25 km des frontières entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso plus précisément dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Gao, Ménaka, Mopti, Nord, Est et Sahel ; raison pour laquelle, il serait particulièrement utile pour les acteurs humanitaires qu'il y ait un suivi multisectoriel au niveau de ces localités où l'accès humanitaire est limité et dans lesquels il n'existe pas de systèmes réguliers de collecte de données.

Dans l'optique de soutenir la réponse humanitaire dans la région, REACH propose d'effectuer un suivi de la situation humanitaire entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso à partir du dernier trimestre 2019 ; les informations sur la sévérité des besoins et les limites de l'accès humanitaire identifiées dans cette revue de données secondaires permettront de mieux apprécier la couverture géographique du suivi et de déterminer une méthodologie appropriée en fonction des besoins d'information rapportés par les IC et du niveau d'accessibilité des localités tout au long de la zone frontalière.

<sup>211</sup> Cluster Protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali et Burkina Faso. Mai 2019

<sup>212</sup> Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali et Burkina Faso. Mai 2019

<sup>213</sup> Institut national de statistiques. Enquête nationale nutritionnelle SMART. Niger. Mai 2019

## ANNEXES

### Données secondaires

#### Contexte de conflit

- ACLED. Political violence skyrockets in the Sahel. Mars 2019
- ACLED. JNIM: A rising threat to stability in the Sahel. Février 2019
- Agence Nigérienne de presse. Niger : nouvelle prorogation de l'état d'urgence dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri. 21 juin 2019
- Institute for security studies. Cost of counter-terrorism for civilians in Liptako-Gourma. Février 2019
- International Crisis Group. Centre du Mali : enrayer le nettoyage ethnique. Mars 2019
- International Crisis Group. The Niger-Mali Border: Subordinating Military Action to a Political Strategy. Juin 2019
- International Crisis Group. A la frontière Niger-Mali, le nécessaire dialogue avec les hommes en armes. Juin 2019
- Le Monde. Changement climatique et pression démographique, terreau de la violence au Sahel. Avril 2019
- Le monde Afrique. Au Burkina Faso, l'état d'urgence prolongé de 6 mois. 12 juillet 2019
- The New Humanitarian. At the centre of a brewing militant storm. Mars 2019
- The New Humanitarian. Counting the dead, waiting for justice. Avril 2019
- The New Humanitarian. Guns won't win the war. Avril 2019
- VOA Afrique. L'état d'urgence à nouveau prolongé d'un an au Mali. 28 octobre 2018

#### Déplacements

- ACAPS. Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso. Mars 2019
- ACF.MSA. Tassara. Mai 2019
- ACTED. MSA. Ouallam. Avril 2019.
- ACTED. MSA. Banibangou. Juillet 2019
- Cluster protection. Statistiques des personnes déplacées internes au Niger. Août 2019
- Cluster protection. Rapport d'analyse du monitoring de protection frontière Niger – Mali et Burkina Faso. Mai 2019
- DRC. Evaluation multisectorielle (MSA). Tillabéri/Ayorou. Juillet 2019
- HCR. Situation des réfugiés. Mali. Juillet 2019
- HCR. Situation des réfugiés. Niger. Juillet 2019
- HCR. Situation des réfugiés. Burkina Faso. Juillet 2019
- HCR. Situation Refugees, Internally Displaced Persons and Returnees. Mali. 31 Juillet 2019
- HCR. ERP. Koro Ville. Avril 2019
- HCR.ERP. Cercle de Gourma-Rharous. Mars 2019
- OCHA. Humanitarian Snapshot. Niger. Mali. Burkina Faso. Mai 2019
- OCHA. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso. Août 2019.
- OIM. Matrice de suivi des déplacements. Mali. Juillet 2019

## Vulnérabilités et besoins humanitaires

- Cadre Harmonisé (CH) d'analyse et d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest. Mars 2019
- Cluster protection. Rapport d'analyse mensuelle du monitoring de protection. Tillabéri. Juin 2019
- Cluster protection. Rapport d'analyse mensuelle du monitoring de protection. Tahoua. Juin 2019
- DRC. HCR. Rapport de monitoring de protection. Région Sahel. Juin 2019
- DRC. HCR. Rapport de monitoring de protection. Région Sahel et Centre-Nord. Août 2019
- HCR. Association malienne pour la survie du Sahel. Monitoring de protection n 6. Mali. Juin 2019
- Institut national de statistiques. Enquête nationale nutritionnelle SMART. Niger. Mai 2019
- OCHA. Aperçu des besoins humanitaires 2019. Mali. Novembre 2018
- OCHA. Aperçu des besoins humanitaires 2019. Niger. Novembre 2018
- OCHA. Aperçu humanitaire. Burkina Faso, Niger et Mali. Mai. Juin. Août 2019
- OCHA. Plan de réponse humanitaires 2019. Mali. Janvier 2019
- OCHA. Plan de réponse humanitaires 2019. Niger. Décembre 2018
- OCHA. Plan de réponse humanitaire-révisé. Burkina Faso. Juillet 2019
- OCHA. Profil humanitaire région de Ménaka. Avril 2019
- OCHA. Profil humanitaire région de Gao. Mai 2019
- OCHA. Profil humanitaire de la région de Mopti. Mali. Février 2019
- OCHA. Rapport de situation Burkina Faso. 11 Septembre 2019
- OIM. HCR. Profilage des personnes déplacés internes région du Sahel, province du Soum. Burkina Faso. Mai 2019
- OIM. Matrice de suivi des déplacements (rapport). Mali. Juin 2019
- PAM. Bulletin Food security Monitoring (MVAM) Niger. Mars 2019
- RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019
- RCAP. Données d'analyse des résultats du cadre harmonisé – Mali. Mars 2019
- Save the Children International. Rapport d'évaluation multisectorielle des conditions de vie des enfants des populations affectées par les conflits de Foubé (Centre Nord) au Burkina Faso. Mai 2019
- Solidarités Internationales. Rapport d'évaluation de la situation des ménages PDI dans le domaine de l'EHA dans la région du Centre Nord. Burkina Faso. Août 2019

## Présence opérationnelle des acteurs humanitaires

- OCHA. 3W des activités humanitaires. Niger. Mali. Burkina Faso Février 2019
- OCHA. 3W des activités de développement. Niger. Mali. Burkina Faso Février 2019
- OCHA. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Mali. Mai 2019
- OCHA. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaire. Niger. Juillet 2019
- OCHA. Burkina Faso. Qui fait Quoi et où présence opérationnelle des acteurs humanitaires. Août 2019

## Accès humanitaire

- ACAPS. Humanitarian access overview. Mars 2019
- INSO. Mali Context Analysis. Mai 2019
- INSO. Key data dashboard. Avril 2019
- OCHA. Accès humanitaire au Mali. Mars 2019

## Termes de référence

Le document relatif aux termes de référence de l'étude est disponible au lien suivant : <http://bit.ly/2oDNNYe>